

adf

A F R I C A D E F E N S E F O R U M



LE DÉMÊLAGE D'UNE TOILE CRIMINELLE

Les forces de sécurité anéantissent
les réseaux de contrebande

PLUS

La flotte de pêche chinoise pille la faune marine

VISITEZ-NOUS EN LIGNE : ADF-MAGAZINE.COM

36

articles

8 Une armada envahissante

La portée de la flotte de pêche chinoise en eaux distantes provoque l'Afrique en mer et sur terre.

14 La protection du « deuxième poumon » de la planète

Les bûcherons illégaux, l'industrie et les méthodes de culture périmées menacent le bassin du Congo.

20 L'argent volant pille la richesse

L'ancien système chinois du *feiqian* est souvent lié au trafic illicite.

26 COVAX déploie le vaccin en Afrique

Un mécanisme mondial de distribution équitable de vaccin assure la disponibilité gratuite de millions de doses sur le continent.

30 Une prédilection pour le chaos

Connue depuis longtemps comme le « narco-État » africain, la Guinée-Bissau a une réputation qui sera difficile à réfuter.

36 Une ressource précieuse

Alors que les groupes extrémistes violents se hâtent d'exploiter les mines d'or artisanales, les enfants sont de plus en plus en péril.

42 À la recherche d'une corne dans une botte de foin

L'apprentissage automatique et les outils technologiques aident les officiels dans leurs efforts pour attraper les trafiquants de faune sauvage.

48 Les équipes féminines de gardes forestiers font éclater les stéréotypes

Ces femmes ont démontré aux yeux de leur communauté qu'elles sont les égales de leurs collègues masculins.

52 Le Covid-19 ouvre des sentiers pour les braconniers

Alors que le tourisme baisse dans les réserves naturelles, le financement affecté à la protection des animaux ralentit.



rubriques

4 Point de vue

5 Perspective africaine

6 L'Afrique aujourd'hui

56 Culture et sports

58 Point de vue mondial

60 Défense et sécurité

62 Chemins de l'espoir

64 Croissance et progrès

66 Image du passé

67 Où suis-je ?



Africa Defense Forum
est disponible en ligne.

Veuillez nous rendre visite sur le
site adf-magazine.com



SUR LA COUVERTURE :
Cette illustration ADF montre
la toile de réseaux illicites qui
capturent les ressources du
continent africain.

Le Covid-19 a forcé le ralentissement du commerce mondial mais il n'a pas stoppé l'intention des criminels pour voler les richesses naturelles de l'Afrique. En fait, certains braconniers, bûcherons et criminels maritimes considèrent le virus comme une opportunité. Ils essaient de mettre à profit les confinements et le détournement des ressources de sécurité pour étendre leurs opérations.

L'énorme échelle de leurs crimes exige une réponse unifiée.

Environ 11.000 kilomètres carrés d'arbres de forêt humide dans le bassin du Congo sont abattus chaque année, la plupart illégalement, pour que le bois puisse être envoyé à l'étranger afin de satisfaire à la demande de meubles.

Au large des côtes d'Afrique de l'Ouest, des flottes de chalutiers étrangers ramassent le poisson et déciment une ressource sur laquelle dépendent les communautés depuis des générations. Selon une estimation, le coût de la pêche illégale en Afrique de l'Ouest s'élève à 2,3 milliards de dollars par an.

Sur le continent, les braconniers détruisent les populations de rhinocéros, d'éléphants, de pangolins et d'autres animaux pour fournir les ingrédients de la médecine chinoise traditionnelle, dont les allégations ne sont pas prouvées. Ces braconniers de la faune sauvage menacent la riche biodiversité du continent et son industrie du tourisme des animaux sauvages, d'une valeur annuelle de 29 milliards de dollars.

Bien que le problème soit considérable, les nouvelles technologies peuvent donner aux forces de sécurité un avantage. L'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique ont le potentiel de rendre la surveillance plus efficace que jamais. Les caméras minuscules peuvent être programmées pour identifier les braconniers ou les véhicules suspects au moment où ils pénètrent dans les réserves d'animaux sauvages. Les responsables des douanes peuvent utiliser des programmes d'apprentissage automatique pour aider à identifier les cargaisons suspectes et concentrer leurs inspections sur la recherche des expéditions illégales d'animaux sauvages. Dans le bassin du Congo, un système d'alerte basé sur radar traque les opérations illégales d'abattage des arbres pour que les forces de sécurité puissent mettre fin à ces activités.

La résolution de ces problèmes ne sera pas facile. Ils exigent d'attaquer les mouvements d'argent qui permettent le trafic, d'intenter des poursuites contre des chefs de bande puissants, de surveiller les routes et d'accroître la répression aux frontières. Le trafic est un problème mondial mais la volonté de démanteler ces réseaux existe. Si les forces de sécurité peuvent forger des alliances avec d'autres pays, le secteur privé et les organisations non gouvernementales, le continent pourra émerger du Covid-19 avec un accent renouvelé sur la protection des ressources naturelles pour les générations futures.

Personnel de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique

Une unité anti-braconnage des Forces de défense du Botswana conduit une patrouille sur le Chobe. REUTERS



Le trafic criminel Volume 14, 2ème trimestre

ÉTAT MAJOR UNIFIÉ DES ÉTATS UNIS POUR L'AFRIQUE



POUR NOUS CONTACTER :

U.S. AFRICA COMMAND

Attn: J3/Africa Defense Forum
Unit 29951
APO-AE 09751 USA

ADF.Editor@ADF-Magazine.com

HEADQUARTERS U.S. AFRICA COMMAND

Attn: J3/Africa Defense Forum
Geb 3315, Zimmer 53
Plieninger Strasse 289
70567 Stuttgart, Germany

ADF est un magazine militaire professionnel trimestriel publié par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique qui permet au personnel militaire africain de bénéficier d'un cadre international propice aux échanges. Les opinions exprimées dans ce magazine ne reflètent pas nécessairement les principes ou points de vue de cette organisation ni d'aucune autre agence du gouvernement des États-Unis. Certains articles sont écrits par l'équipe d'ADF, tout autre contenu est noté avec la source d'origine. Le Secrétaire à la Défense a déterminé que la publication de ce magazine est nécessaire à la conduite des affaires publiques, conformément aux obligations légales du Département de la Défense.

« Ne baissez pas la garde »

EAGHADIUNO



Le Dr Monica Juma est la secrétaire de cabinet kényane pour la Défense. Elle a livré ce message aux troupes kényanes affectées à la mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) le 14 octobre 2020 pour commémorer la fête des Forces de défense du Kenya. Ses remarques ont été modifiées pour les adapter à ce format.



Je saisis cette opportunité pour saluer nos soldats déployés dans diverses bases opérationnelles

avancées de Somalie en ce jour propice où nous commémorons la fête des Forces de défense du Kenya.

Le 14 octobre est une journée réservée par le ministère de la Défense pour honorer vos collègues qui ont fait le sacrifice de leur vie à la recherche de la paix au pays voisin de la Somalie.

En tant que secrétaire de cabinet, je suis profondément reconnaissante pour le privilège de fournir une orientation stratégique et de travailler et être associée avec des hommes et des femmes patriotes et courageux qui garantissent la sûreté et la sécurité de notre nation, qui ont répondu à une vocation plus élevée pour défendre l'intégrité territoriale et la souveraineté de notre patrie et pour protéger les libertés des Kényans.

Depuis que les Forces de défense du Kenya (KDF) sont entrées dans le théâtre somalien, les activités d'al-Shebab ont été fortement réduites. Bien que ce groupe terroriste demeure une menace, sa capacité d'action a été considérablement dégradée.

Votre contribution à l'AMISOM reste une façon de changer la donne et, pour cela, je rends hommage à chacun d'entre vous aujourd'hui. Alors que nous nous souvenons de notre parcours, j'exhorte

chacun de vous à ne pas baisser la garde.

Notre succès quotidien est crucial pour vaincre al-Shebab et restaurer la paix et la stabilité dans notre région. Une Somalie sûre et sécurisée, capable d'assurer la sécurité sur son territoire et de sécuriser les frontières qu'elle partage avec ses voisins, se traduira par une Afrique de l'Est et un continent pacifiques.

Votre capacité d'opération dans un environnement difficile, loin de vos familles, est le témoignage de votre amour inconditionnel pour votre pays et le devoir de ce dernier pour œuvrer pour la paix et la stabilité régionales et mondiales.

Vos accomplissements professionnels continuent à faire du Kenya un pays respecté par la communauté des nations.

Le thème de la fête des KDF cette année est l'« Assistance civile humanitaire » et, dans ce sens, je souhaite vous rendre hommage pour le soutien que vous continuez à offrir aux communautés somaliennes dans vos zones d'opération.

Nous devons continuer à promouvoir le bien-être des gens parmi lesquels nous vivons : leur offrir un soutien médical, de l'eau, une formation, la construction des centres pédagogiques et le matériel.

C'est parce que nous existons afin d'améliorer le bien-être des gens et de créer un environnement facilitant les activités productives.

Alors que vous continuez à assurer notre sécurité dans notre pays, je vous exhorte à

Des soldats kényans de l'AMISOM accueillent des enfants du village de Kuday après sa libération du contrôle d'al-Shebab. AMISOM

continuer à vous surveiller de près les uns les autres, dans les zones opérationnelles, à chaque minute de la journée. Rien n'aurait pu rendre un Kényan plus fier que la photo circulant pendant le Ramadan des soldats des KDF montant la garde pour surveiller leurs frères en train de prier, parce que nous croyons dans la liberté et le caractère sacré de la religion et du culte, et nous sommes prêts à les défendre.

Vos familles chez vous ont fait un sacrifice aussi important en vous laissant servir le Kenya, votre patrie. À elles, je dis un grand merci ; vous faites partie de nos efforts pour promouvoir la paix.

Le ministère de la Défense reste inébranlable et continuera à soutenir nos opérations. Nous vous soutenons, aussi allez de l'avant, fils et filles courageux du Kenya, pour défendre et protéger la République du Kenya et tous ses citoyens.

Nous ne cesserons pas de vous soutenir, de vous donner les fournitures nécessaires qui rendront vos efforts plus faciles et efficaces.

Encore une fois, merci pour votre service désintéressé à notre patrie. Comme le souligne toujours le commandant-en-chef, notre nation sera pour toujours reconnaissante pour vos loyaux services.

LES CHASSEURS DE VIRUS

fouillent la forêt
gabonaise pour découvrir
les prochaines menaces

AGENCE FRANCE-PRESSE

Un chercheur recueille des chauves-souris à l'intérieur d'une cave dans la région de Zadié au Gabon. AFP/GETTY IMAGES



Six hommes portant des combinaisons jaunes pour dangers biologiques marchent dans une chaleur suffocante vers une cave au cœur de la jungle gabonaise. Leur investigation : obtenir de nouvelles connaissances sur la façon dont les pathogènes tels que le Covid-19 franchissent les barrières des espèces pour passer chez les humains.

Leur objectif : une colonie de chauves-souris située dans la cave.

« Notre travail consiste à rechercher des pathogènes qui pourraient mettre les humains en danger et comprendre comment la transmission se produit entre les espèces », déclare Gaël Maganga, professeur à l'université de Franceville.

Les chauves-souris peuvent servir d'hôtes à des virus qui ne leur causent aucun préjudice mais qui peuvent être dangereux pour les humains. On pense que le Covid-19 est le plus récent virus qui aurait pris la route zoonotique pour passer des animaux aux êtres humains.

Le professeur Maganga demande à l'équipe d'installer un filet à l'entrée de la cave. Un scientifique s'avance en dirigeant sa lampe torche vers l'intérieur. Les chauves-souris s'envolent et sont attrapées par le filet.

Les membres de l'équipe utilisent des chiffonnettes stériles pour prélever des échantillons sur les chauves-souris, lesquels seront ensuite analysés pour chercher les pathogènes émergents.

« Le comportement humain est souvent la cause d'un virus émergent, déclare le professeur Maganga. Aujourd'hui, à cause de la pression démographique, de l'intensification de l'agriculture ou de la chasse, les contacts entre les humains et les animaux sont de plus en plus fréquents. »

Un rapport d'octobre 2020 publié par la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques a indiqué qu'il existait jusqu'à 850.000 virus chez les animaux. 70 % des maladies émergentes sont présentes chez les animaux avant de passer aux êtres humains, et chaque année environ cinq nouvelles maladies apparaissent chez les humains, selon le rapport.

Le professeur Maganga a aussi découvert plusieurs souches de coronavirus chez les chauves-souris, y compris certaines proches du Covid-19.

Malgré les risques évidents, les gens se rendent toujours dans la région pour chasser les antilopes, les gazelles, les singes et les chauves-souris.

En avril 2020, le Gabon a interdit la vente des chauves-souris et des pangolins, autre espèce pouvant être un vecteur potentiel du Covid-19. Mais pour de nombreux villageois de la région, la pauvreté semble être plus importante que tout danger existant.

« En une seule nuit, je peux gagner ce que je gagne en un mois », déclare Aristide Roux, un chasseur âgé de 43 ans.

Les activistes camerounais célèbrent **LA FIN DES CADEAUX — D'ARME FACTICE —**

VOICE OF AMERICA

Les groupes de défense des droits humains et les activistes camerounais se réjouissent du fait que, pour la première fois depuis 2016, les parents ne donnent plus d'armes jouets comme cadeau à leurs enfants et leurs adolescents pendant les fêtes de fin d'année.

En 2016, les groupes de défense ont lancé une campagne visant à interdire les armes jouets, principalement importées de Chine, déclarant qu'elles conduisent à la violence.

À leur place, un jouet éducatif tel qu'un cahier électronique peut aider les enfants à apprendre l'alphabet et le vocabulaire, au lieu de glorifier la violence. De tels cadeaux ont remplacé les jouets comme les armes, les couteaux et les véhicules militaires qui étaient très recherchés et fréquemment donnés aux enfants.

Lors de la crise séparatiste anglophone du Cameroun et du terrorisme de Boko Haram sur la frontière Nord avec le Nigeria, les groupes de défense ont commencé à exhorter les parents à ne pas acheter des armes jouets à leurs enfants.

La militante et spécialiste des questions de genre Irene Chinje a déclaré que les fusils jouets normalisent la violence.

« Les enfants ne connaissent pas la différence entre un fusil jouet et la signification qu'il porte, déclare-t-elle. Ils y voient simplement un signe de bravoure pour eux, et donc s'ils peuvent manipuler le jouet, ils sont encouragés à l'avenir à manipuler la vraie arme avec des balles. »

Mme Chinje et d'autres activistes ont visité les marchés afin d'exprimer leurs remerciements aux Camerounais pour ne pas acheter de fusil jouet.

Le début d'une nouvelle année est toujours largement célébré au Cameroun, et les Chrétiens, les Musulmans et les animistes partagent des cadeaux et se rendent visite.



Les fusils jouets ont été des cadeaux populaires pendant les fêtes de fin d'année. REUTERS



Une appli aide la lutte des pêcheurs du Ghana contre les chalutiers illégaux

PERSONNEL D'ADF

Les pêcheurs artisanaux du Ghana, furieux d'être sans cesse privés de nourriture et de revenu par les chalutiers étrangers, utilisent une nouvelle appli de smartphone pour déceler et signaler la pêche illégale,

L'appli s'appelle « Dase », ce qui veut dire « preuve » en fanti (langue ghanéenne). Elle a été développée récemment par l'Environmental Justice Foundation (Fondation pour la justice environnementale), organisation non gouvernementale qui combat la pêche illégale, non déclarée ou non réglementée en Afrique de l'Ouest.

Plus de 100.000 pêcheurs et 11.000 pirogues sont actifs au Ghana selon Steve Trent, directeur exécutif de la fondation. L'appli est aussi en cours de développement pour être utilisée au Liberia et en Sierra Leone.

Dans son email à ADF, M. Trent déclare que « la pêche maritime [du Ghana] est le moyen de subsistance pour plus de 2,7 millions de personnes, soit près de 10 % de la population, et plus de 200 villages du littoral dépendent de la pêche pour leur source principale de revenu. Toutefois, les stocks de poissons ont fortement baissé, en grande partie à cause de la pêche illégale généralisée qui est pratiquée par les chalutiers industriels chinois. »

Lorsqu'un chalutier est soupçonné de pêcher illégalement, un pêcheur artisanal peut ouvrir l'appli et prendre une photo du navire, y compris son nom ou son numéro d'identification, pour enregistrer le lieu. L'appli télécharge le rapport vers une base de données que les autorités peuvent utiliser pour arrêter et sanctionner les contrevenants.

La fondation a lancé l'appli en novembre 2020 et va encourager les pêcheurs artisanaux à l'utiliser régulièrement.

Au cours des quinze dernières années, les pêcheurs ghanéens ont constaté une baisse de 40 % des revenus annuels moyens par pirogue artisanale, selon la fondation.

Frederick Bortey est l'un des nombreux pêcheurs ghanéens à vouloir que le gouvernement réprime les chalutiers industriels illégaux. M. Bortey déclare à Voice of America : « Mes enfants n'ont pas d'argent pour aller à l'école. Cela fait donc beaucoup de mal d'en parler. Ils peuvent essayer de chasser ces gens pour nous. Nous aimerions cela, pour pouvoir pêcher nous aussi dans notre propre pays. »

Un pêcheur utilise l'appli Dase pour détecter et signaler la pêche illégale.

ENVIRONMENTAL
JUSTICE FOUNDATION

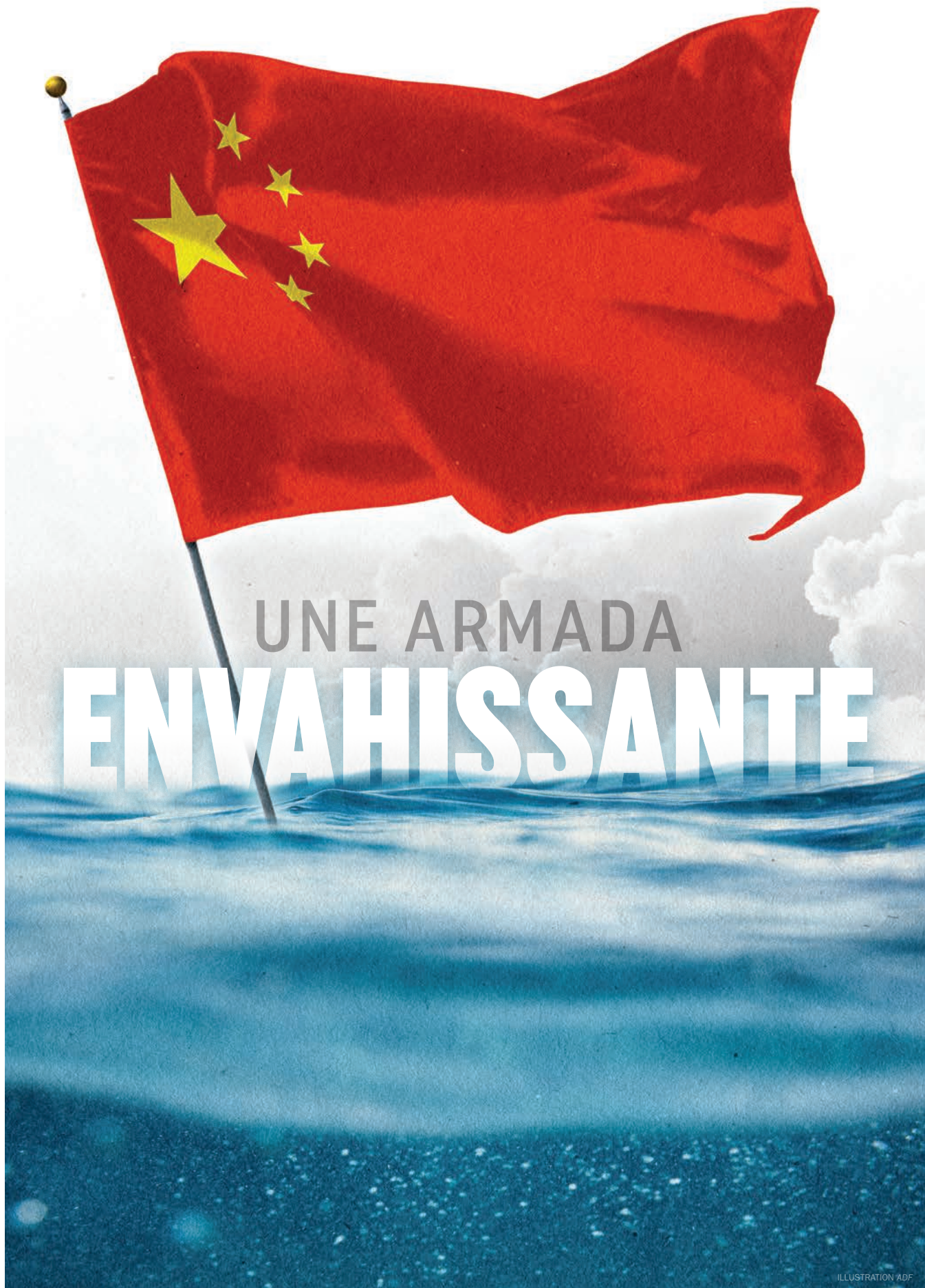


ILLUSTRATION ADF

LA PORTÉE DE LA FLOTTE DE PÊCHE CHINOISE EN EAUX DISTANTES PROVOQUE L'AFRIQUE EN MER ET SUR TERRE

PERSONNEL D'ADF

La ville de Nouadhibou en Mauritanie est suspendue au continent sur une petite péninsule. Cette deuxième ville du pays a près de 120.000 résidents et joue le rôle de centre commercial.

Son port sert de gare d'arrivée au chemin de fer de Mauritanie, qui longe la frontière avec le Sahara occidental sur plus de la moitié de sa longueur transnationale. Mais la voie ferrée n'est pas le seul développement majeur d'infrastructure dans la ville. Nouadhibou abrite aujourd'hui un port étendu, financé et modernisé par une société chinoise, qui est simplement l'un d'une série de projets de la Nouvelle route de la soie (BRI) qui émergent en Afrique et ailleurs dans le monde.

Le projet est un exemple évident du lien qui existe entre la BRI chinoise et sa flotte de pêche en eaux distantes (DWF), et de la façon dont ce lien enracine l'influence maritime chinoise loin du pays, selon une vidéo produite par le Centre pour les études stratégiques et internationales (CSIS). Les installations portuaires, financées par la société chinoise Poly Hong Dong Fishery Co., avec des investissements de plus de

100 millions de dollars, reçoivent les gros navires industriels qui peuvent ramasser beaucoup plus de poissons que les petites pirogues de pêche artisanales de la région.

La sardinelle est une espèce de poisson qui est prédominante dans la région et qui est un ingrédient fréquent de la nourriture locale. La capacité croissante des navires chinois à extraire ces poissons migratoires à partir de leur base en Mauritanie est un problème pour les autres pays africains (le Sénégal, la Gambie, le Ghana et le Liberia) qui en dépendent aussi pour les emplois de pêche artisanale et pour l'alimentation d'un grand nombre de personnes, selon le rapport de CSIS.

Le Dr Whitley Saumweber, directeur du projet de sécurité des océans Stephenson au centre, a déclaré dans la vidéo : « Si nous ne faisons rien pour résoudre ce problème, nous affrontons vraiment un défi sur



Le port de Nouadhibou (Mauritanie) possède des usines de production de farine de poisson et a reçu des investissements chinois d'un montant de 100 millions de dollars. REUTERS



Quatre vaisseaux de pêche chinois sont amarrés au large des côtes de Nouadhibou (Mauritanie). REUTERS



Des pêcheurs à bord d'un bateau chinois remontent leur prise au large des côtes de Mauritanie. GREENPEACE

deux plans. Nous avons le défi du développement des états côtiers, un défi qui affecte leur souveraineté, leur durabilité et leur sécurité. Leur souveraineté parce qu'ils perdent l'accès à leurs propres richesses naturelles et le contrôle de ces richesses naturelles. Leur durabilité parce qu'ils perdent la capacité de gérer ces ressources de manière durable. Et leur sécurité à cause des dommages potentiels que le manque de gestion provoquera pour une ressource qui est cruciale pour leurs propres besoins de sécurité alimentaire et leurs opportunités de développement potentielles. »

LA PORTÉE DE LA FLOTTE

La taille de la DWF chinoise est sujette à discussion mais les estimations les plus conservatrices la chiffrent à environ 3.000 navires. Selon China Dialogue Ocean, cette flotte qui bénéficie d'importants subsides en carburant prenait 2 millions de tonnes de poisson par an à la fin 2018. Cette prise énorme nourrit les 1,4 milliard de Chinois et une partie est meulée sous forme de farine de poisson pour être utilisée comme aliment d'aquaculture.

La DWF chinoise menace particulièrement l'Afrique mais elle ne se limite pas à son littoral. La flotte a vidé la mer près de la Corée du Nord, dans toute l'Asie et même près de l'Amérique du Sud. Pendant plusieurs années, elle a traqué les eaux des 21 terres volcaniques qui forment les îles Galápagos. Cet archipel renommé qui parsème l'océan Pacifique au large des côtes de l'Équateur est le lieu de naissance naturel du modèle darwinien d'évolution.

C'est lors de son voyage sur le HMS Beagle que Charles Darwin, alors jeune, remplit ses carnets avec des observations sur les nombreux pinsons et tortues qui habitaient ces îles vierges.

Environ 185 ans plus tard, les îles ont à nouveau attiré des gens épris de faune sauvage. Mais ils n'ont pas cherché à remplir leurs carnets avec des croquis ou des observations. Ils ont plutôt rempli systématiquement leurs soutes rouillées, couvertes de sel, avec d'énormes quantités de poissons et de fruits de mer.

En juillet 2020, une flotte gigantesque de navires de pêche chinois, s'élevant à un moment donné à plus de 350, a commencé à piller l'océan juste au-delà de la zone économique exclusive (ZEE) de 200 milles marins de la chaîne d'îles avant de partir à la mi-octobre 2020. Cette présence n'était ni nouvelle ni surprenante. En août 2017, le navire frigorifique Fu Yuan Yu Leng 999 battant pavillon chinois a été découvert près de ces îles avec environ 300 tonnes « d'espèces rares, en voie de disparition ou menacées à bord, y compris 600 requins », selon l'article du Dr Tabitha Mallory et du Dr Ian Ralby, experts maritimes pour le Centre pour la sécurité maritime internationale.

La présence chinoise près de ces îles remonte à 2016 lorsque 191 navires ont commencé à rôder hors de la ZEE des Galápagos, comparé à un seul vaisseau détecté un an auparavant, selon les Dr Mallory et Ralby. Ils écrivent que la présence de la pêche chinoise près des îles est passée à 298 navires en 2019.

La présence chinoise dans ces eaux à près de 15.000 kilomètres de son littoral du Pacifique illustre son désir de parcourir le globe pour chercher les fruits de mer qui alimenteront sa population. La DWF du pays, qui a depuis longtemps épuisé les stocks de poissons voisins, ne se limite pas au Pacifique. Malgré les estimations selon lesquelles environ 3.000 navires chinois parcourent les océans entre l'Asie, l'Amérique du Sud et l'Afrique de l'Est et de l'Ouest, une étude de l'Overseas Development

« IL EST MÊME DIFFICILE D'IMAGINER UNE VILLE PORTUAIRE DU GOLFE DE GUINÉE ET DU LITTORAL OCCIDENTAL DE L'AFRIQUE EN GÉNÉRAL QUI NE POSSÈDE PAS UNE CERTAINE EMPREINTE CHINOISE. »

— DR IAN RALBY, PDG D'I.R. CONSILIUM

Institute estime que la taille de la DWF est plus proche de 17.000 vaisseaux. Mais le Dr Mallory écrit que la flotte internationale est probablement de 4.000 navires au plus, puisque la plupart des bateaux répertoriés par l'étude de l'institut restent dans les eaux proches de la Chine.

Cette armada hautement subventionnée et parcourant de vastes distances s'accompagne d'un réseau de mécanismes et d'infrastructure de soutien qui enracine encore plus la flotte de pêche dans chaque région maritime de la planète. Le port de Nouadhibou en est seulement un exemple africain. « Il est même difficile d'imaginer une ville portuaire du golfe de Guinée et du littoral occidental de l'Afrique en général qui ne possède pas une certaine empreinte chinoise », déclare le Dr Ralby, PDG d'I.R. Consilium, à ADF dans un e-mail.

Au Sud de la Mauritanie dans le golfe de Guinée, la Chine a signé en 2018 un accord de 50 millions de dollars avec le Ghana pour démolir et redévelopper le village de pêche historique de Jamestown comme complexe portuaire moderne avec des mouillages, une digue et des brise-lames, ainsi que des installations de production, d'administration et de soutien, selon Ghana News Agency.

Le projet prévoyait de draguer 118.000 mètres cubes dans le port et les canaux de navigation. Là où jadis les pirogues

artisanales naviguaient seules dans les eaux avec leurs filets, des navires plus gros seront bientôt capables d'accoster et de décharger leur énorme prise.

Le projet a perturbé la culture côtière du Ghana. Le village de pêche de Jamestown, où un ancien phare monte toujours la garde, était une communauté cohésive où les enfants s'amusaient avec des jouets de fortune et des ballons de foot tandis que les hommes s'en allaient sur des pirogues de bois sculpté, de plus en plus loin, pour attraper les poissons. Les femmes



Les résidents observent le matériel lourd qui dégage les décombres pendant la démolition du village de pêche de Jamestown à Accra (Ghana). AFP/GETTY IMAGES



L'ancien phare est l'une des rares structures qui n'ont pas été démantelées après la démolition du village de pêche de Jamestown. AFP/GETTY IMAGES

fumaient les poissons et les séchaient sur des aires de béton et broyaient du fufou (farine de manioc) dans de gros mortiers avec des pilons.

La démolition a commencé en mai 2020 dans cette enclave très pauvre et surpeuplée lorsque des ouvriers locaux ont rasé plus de 300 structures temporaires et permanentes, y compris des commerces, une école et des centres religieux, selon Voice of America. On estime que le projet sera achevé au début 2023.

Les autorités ghanéennes ont dit à VOA que ceux qui ont perdu leurs biens seront remboursés et les personnes déplacées seront relocalisées.

« Lorsque le port de pêche sera construit, il va améliorer la vie économique de cette communauté ; c'est cela qui va changer la vie de beaucoup de gens dans la communauté », déclare Seth Raymond Tetteh, président du conseil du district sous-métropolitain Ashiedu Keteke à l'assemblée métropolitaine d'Accra.

La BRI est étroitement liée à la DWF chinoise et c'est simplement l'un des vecteurs du programme d'infrastructure visant à extraire un éventail de ressources, y compris les ressources de pêche, hors des pays pour les amener vers l'économie chinoise. En bref, déclare le Dr Ralby, les efforts de la Chine pour construire des ports s'inscrivent dans le cadre de sa stratégie BRI et sa « stratégie générale pour acquérir une influence mondiale ».

Les investissements chinois, qui laissent souvent les pays africains sombrer dans l'endettement, sont

accompagnés d'un sentiment d'habilitation et d'exploitation. « Je crois que le plan de construction portuaire de la Chine concerne de façon générale l'acquisition d'une prise de pied et l'achat d'un accès grâce à une présence maritime mondiale », déclare le Dr Ralby.

SÉCURITÉ ET INTIMIDATION

Alors que les tentatives chinoises d'hégémonie excèdent ses propres frontières maritimes et la région de la mer de Chine méridionale, les observateurs découvrent aussi des preuves croissantes d'une DWF militarisée, protégée et placée en avant par la présence de la milice maritime des forces armées de la Chine populaire. Elle navigue parfois sur des bateaux de pêche rouillés et ajoute une note d'intimidation à ceux qui voudraient défier la nouvelle capacité impérialiste de la Chine. De telles tactiques militaires se manifestent principalement en mer de Chine méridionale et dans le Pacifique proche, selon le Dr Ralby, et illustrent la volonté chinoise de faire participer tous les éléments de la société dans sa stratégie mondiale.

« Cela veut dire que la flotte de pêche, qu'elle soit militarisée, quelque peu nationalisée ou fortement financée par l'état avec des subsides, a tendance à se comporter comme une agence de l'État chinois, déclare le Dr Ralby. Et en ce qui concerne la pêche illégale, il est de plus en plus difficile de discerner où s'arrête l'état et où commence le crime. Cette séparation floue est un véritable défi. Du point de vue de la sécurité, cela veut



La Marine équatorienne a saisi le Fu Yuan Yu Leng 999 battant pavillon chinois en août 2017 après l'avoir découvert dans la réserve marine des Galápagos avec 300 tonnes de poisson, y compris plusieurs espèces menacées telles que le requin-marteau. AFP/GETTY IMAGES

LES CHIFFRES DE LA PÊCHE MONDIALE DE LA CHINE



1,4 MILLIARD

POPULATION CHINOISE



38 %

PART DE LA PRODUCTION
MONDIALE DE POISSONS
CONSOMMÉE PAR LES CHINOIS



37,8 KILOGRAMMES

POISSONS ET FRUITS
DE MER CONSOMMÉS PAR
PERSONNE ET PAR AN EN CHINE



3.000

NOMBRE ESTIMÉ
DE NAVIRES DANS LA
FLOTTE DE PÊCHE EN EAUX
DISTANTES DE CHINE



**7,2 MILLIARDS
DE DOLLARS**

SUBSIDES DE PÊCHE
CHINOIS VERSÉS EN 2018

Sources : The World Factbook, Dr Tabitha Mallory, Foreign Policy, ScienceDirect.com

aussi dire que, grâce à sa flotte de pêche, la Chine a des yeux et des oreilles sur l'eau, dont les informations et la présence elle-même peuvent aider à faciliter tout un éventail d'activités. »

Ce problème est illustré par les incursions près des îles Natuna d'Indonésie, où des bateaux de la Garde côtière chinoise ont escorté des chalutiers de pêche chinois dans la ZEE indonésienne pour pêcher. Le gouvernement chinois a admis que ses bateaux étaient entrés dans la ZEE en décembre 2019, mais il a revendiqué des « droits de pêche traditionnels » non spécifiés et des « droits maritimes » dans la région, selon le magazine en ligne The Diplomat.



Un bateau du ministère indonésien des Affaires maritimes et des Pêcheries conduit une patrouille en mer de Chine méridionale près des îles Natuna. Les vaisseaux chinois ont contesté la souveraineté de l'Indonésie dans sa zone économique exclusive, qui chevauche ce que la Chine appelle des « zones de pêche traditionnelles ».

GETTY IMAGES

« Cette pêche illégale protégée par l'état signifie qu'au moins une partie de la pêche illégale est pratiquée avec l'apparence de la légitimité chinoise et que les états où cela se produit sont forcés de confronter non seulement les criminels mais aussi le gouvernement chinois pour l'arrêter », a dit le Dr Ralby à ADF.

Bien que ce genre d'autoritarisme ne se produise pas encore en Afrique de l'Ouest, la Chine utilise des pressions commerciales et diplomatiques pour appuyer certaines pratiques illicites et insoutenables, selon le Dr Ralby. Des exemples récents indiquent que si un navire chinois est impliqué dans un incident quelconque, par exemple une arrestation pour infraction aux lois de la pêche ou une attaque de pirates, l'attaché de la défense et l'ambassadeur chinois affectés dans ce pays africain seront dans les bureaux du ministre gouvernemental correspondant « quelques instants plus tard ».

« La vitesse à laquelle le gouvernement est activement engagé est plutôt étonnante », déclare le Dr Ralby. □

LA PROTECTION DU « DEUXIÈME POUMON » DE LA PLANÈTE



**Les bûcherons illégaux, l'industrie
et les méthodes de culture périmées
menacent le bassin du Congo**

PERSONNEL D'ADF

ILLUSTRATION D'ADF



La forêt humide du bassin du Congo est immense ; c'est la deuxième du monde après l'Amazonie. Elle s'étend sur six pays, mais sa taille diminue.

Le bassin héberge d'innombrables espèces de plantes et d'animaux. Il est aussi crucial pour la santé, non seulement de l'Afrique, mais de toute la planète, parce qu'il absorbe le gaz carbonique de l'atmosphère.

La déforestation du bassin du Congo est supérieure aux années passées. Presque toute la forêt primaire perdue dans le bassin au cours des quinze dernières années était située en République démocratique du Congo (RDC). Mais comparé aux forêts humides d'Asie et d'Amérique du Sud, le bassin du Congo reste relativement fort, selon le site Web écologique inhabitate.com.

La plus grande menace pesant sur le bassin du Congo est la pauvreté. L'abattage des arbres dans le bassin pour produire du charbon de bois et des cultures commerciales reste l'une des rares opportunités pour les personnes rurales pauvres de pouvoir gagner leur vie. Mais ces cultures et cet abattage sont tout à fait inefficaces. Une grande partie de la région n'a pas d'électricité ; sans elle, les aliments ne peuvent pas être stockés ou traités, les commerces ne peuvent pas démarrer et les secteurs clés tels que la santé et l'éducation ne peuvent pas être développés.

L'abattage illégal tourmente aussi la région. La RDC connaît bien ce problème et a créé un code forestier pour l'abattage sécurisé. Mais en RDC, comme dans beaucoup de régions de l'Afrique subsaharienne, le code n'est pas mis à exécution. Les responsables reçoivent des pots-de-vin pour détourner les yeux, alors que les bûcherons illégaux abattent les arbres, en particulier les arbres de bois de rose, et les expédient en Chine afin qu'ils soient utilisés pour les meubles artisanaux de haute qualité.

Les marchands chinois ont récolté ces arbres menacés dans pratiquement tous les pays d'Afrique qui en avaient. Les choses pourraient être pires. Beaucoup de forêts africaines n'ont pas été sujettes à l'abattage illégal parce que l'infrastructure est tellement mauvaise que le transport du bois est trop onéreux. Mais ce n'est pas le cas dans de vastes régions de la RDC, parce que le fleuve Congo est une excellente route de transport.

Crucial pour la santé de la planète

Le bassin du Congo, appelé parfois le « deuxième poumon » du monde, est critique pour un environnement sain.

« Étant un entrepôt majeur de biodiversité, il fournit d'énormes services à toute l'humanité », déclare Simon



Des rondins de bois de rose récemment coupés sont chargés sur un camion à Fintonia, au Nord de la Sierra Leone. REUTERS



Des membres d'une équipe travaillent sur un camion de transport du bois en République démocratique du Congo. L'abattage illégal des arbres menace la conservation dans la province du Nord-Kivu. AFP/GETTY IMAGES

Lewis, géographe à l'University College de Londres, à la BBC. Il conduit des travaux sur le terrain dans le bassin du Congo depuis 2002.

« La forêt humide intacte du bassin du Congo, qui jusqu'à aujourd'hui a souffert moins de la déforestation et a montré une plus grande résilience climatique que l'Amazonie, a joué un rôle très important », déclare-t-il.

Au cours de ses recherches, le professeur Lewis a découvert que les sécheresses de plus en plus fréquentes réduisent la capacité de la forêt humide à absorber le gaz carbonique. Son étude a examiné 135.625 arbres sur 244 parcelles africaines dans 11 pays. Il a découvert que les arbres du bassin du Congo, dont la croissance a été muselée par le climat extrême, ont commencé à perdre leur capacité d'absorption du gaz carbonique dès 2010.

Alors que les arbres du bassin du Congo deviennent incapables d'absorber le gaz carbonique, le nombre d'arbres diminue aussi dans la forêt humide. Les industries telles que l'abattage des arbres, les plantations d'huile de palme et les mines contribuent à la déforestation, conclut le professeur Lewis.

L'année 2020 s'était accompagné de grands espoirs pour une action collective visant à sauver les forêts tropicales. Les leaders internationaux prévoyaient de se réunir et d'évaluer les progrès au cours des dix dernières années, et d'établir les programmes de climat et de biodiversité pour la prochaine décennie.

Dans un article pour Mongabay, plateforme d'actualités scientifiques de conservation et d'environnement sans but lucratif, son fondateur Rhett A. Butler déclare qu'il y avait de bonnes raisons d'être optimiste. La chaleur et les sécheresses mondiales devenaient si évidentes qu'elles commençaient finalement à susciter une réponse auprès

des secteurs public et privé, déclare-t-il. Les avancées technologiques amélioreraient la surveillance des forêts au point que l'ignorance n'était plus une excuse pour ne pas agir. L'intérêt dans la restauration des forêts atteignait de nouveaux sommets.

Mais le Covid-19 a changé tout cela. Alors que les gouvernements ont dépensé de l'argent pour renforcer les systèmes financiers, cela a causé une forte demande pour les produits tels que le bois dur.

« Certains gouvernements ont offert des sauvetages financiers, des enveloppes de stimulus économique et d'autres avantages aux industries qui détruisaient la forêt, écrit M. Butler. Des millions de personnes sont parties des villes pour se rendre dans les campagnes, inversant ainsi la tendance de migration à long terme vers les zones urbaines. »

La RDC représente environ 60 % de la couverture de forêt primaire du bassin du Congo, et près de 80 % de ses pertes. M. Butler déclare que le pays peut être considéré comme un baromètre pour la région entière.

En janvier 2020, la RDC a accordé neuf concessions de forêt couvrant plus de 2 millions d'hectares à deux entreprises chinoises, qui selon les écologistes enfreignaient un moratoire national concernant ce type de contrat.

Ce n'est pas seulement en RDC. Le Gabon a historiquement un taux de déforestation faible. Mais le Forest Stewardship Council (Conseil de soutien de la forêt) examine si Olam, agro-industrielle géante basée à Singapour, a causé la déforestation de 25.000 hectares au Gabon pour développer des plantations d'huile de palme, contrairement aux règles de durabilité qu'elle avait acceptées. La société est aussi accusée de déforestation pour faire place à des plantations de caoutchouc.

Au sujet du bassin du Congo

PERSONNEL D'ADF

- Le bassin du Congo contient **314 millions d'hectares** de forêt humide primaire, du type le plus ancien, le plus dense et le plus écologiquement important. L'Amazone contient **519 millions d'hectares** de forêts humide primaire.
- La forêt humide du Congo joue un rôle crucial pour la stabilité du climat planétaire et s'étend sur six pays d'Afrique centrale : le Cameroun, le Gabon, la Guinée équatoriale, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo et la République du Congo, selon le Fonds mondial pour la nature.
- Les arbres du bassin du Congo, qui sont plus hauts et plus résistants au climat que ceux de la forêt humide amazonienne, absorbent jusqu'à **1,2 milliard de tonnes** de gaz carbonique chaque année et entreposent un tiers de gaz carbonique de plus que ceux de l'Amazone sur une même surface.
- Il existe plus d'espèces d'arbres dans un seul hectare de forêt humide du bassin du Congo qu'il n'existe d'espèces d'arbres natives au Royaume-Uni.
- Le bassin du Congo abrite les plus vastes tourbières tropicales du monde, estimées contenir **10.000 espèces** de plantes tropicales et d'espèces menacées que l'on ne trouve nulle part ailleurs. Les éléphants de forêt, les gorilles des plaines occidentales et les gorilles des montagnes, et les okapis, mammifères décrits comme un croisement entre les girafes et les zèbres, habitent dans le bassin.



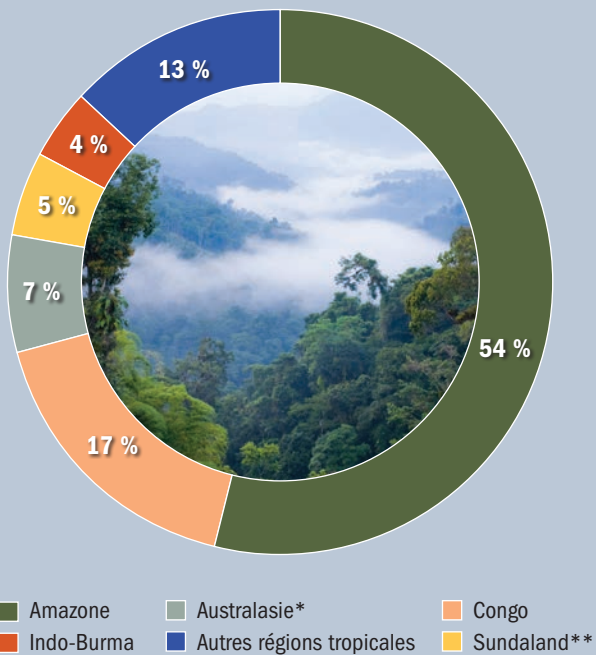
Source : Fonds mondial pour la nature
ILLUSTRATION D'ADF

- Entre 2001 et 2018, **6 %** de la forêt humide du bassin du Congo était sujette aux récoltes.
- Les données satellitaires montrent que la déforestation des forêts tropicales primaires a augmenté dans le monde depuis 2000, avec une perte moyenne des années 2010 environ **30 %** supérieure à celle des années 2000, malgré la répression de la déforestation.

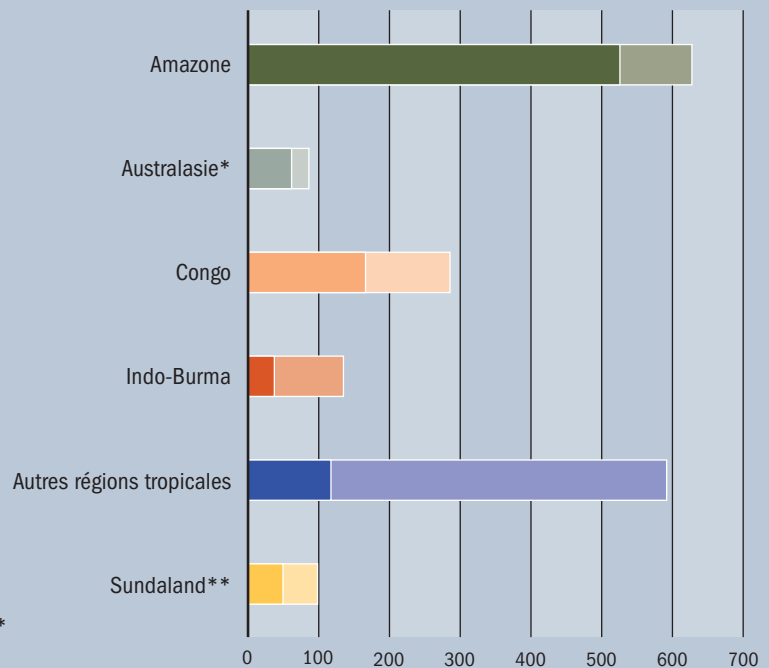


État des forêts tropicales

Pourcentage de forêts primaires



Étendue de la couverture de forêt primaire et de la couverture d'arbres (millions d'hectares)



*Australasie : Nouvelle-Guinée, Nord-Est de l'Australie et îles voisines
 **Sundaland : Malaisie péninsulaire, Sumatra, Java, Bornéo et îles voisines

Teinte plus foncée : forêt primaire ;
 teinte plus pâle : autre couverture d'arbres

Source : Mongabay.com



REUTERS



REUTERS

« Certains gouvernements ont offert des sauvetages financiers, des enveloppes de stimulus économique et d'autres avantages aux industries qui détruisaient la forêt. Des millions de personnes ont quitté les villes pour se rendre dans les campagnes, inversant ainsi une tendance à long terme. »

~ Rhett A. Butler, fondateur de Mongabay

Un défi colossal

Il existe un certain consensus sur les faits de base liés à la déforestation, et sur ce qui peut être fait pour inverser la tendance :

Ce n'est pas un problème pour l'Afrique, c'est un problème pour la planète. L'Amazonie contient plus de la moitié des forêts humides du monde et le bassin du Congo environ 17 %. Le reste des forêts humides du monde sont dispersées près des tropiques, en particulier en Asie. Sauver seulement le bassin du Congo ne sera pas suffisant ; d'autres pays contenant des forêts humides devront participer.

Les pratiques d'agriculture doivent être modernisées.

Les agriculteurs de subsistance, qui n'ont pas accès aux machines ou aux engrais, doivent utiliser la rotation des cultures, de meilleures techniques d'irrigation et de meilleures sources de semences. Grâce aux smartphones, ils peuvent obtenir des conseils de plantation individuels fournis par les experts régionaux. Ils devront découvrir des manières durables et économiques pour contrôler les mauvaises herbes et les parasites.

Commencez par mettre à exécution les règles et les lois interdisant l'abattage illégal.

Pratiquement toutes les régions d'Afrique subsaharienne tourmentées par les récoltes illégales de bois de rose ont déjà des lois qui les interdisent. Mais tant que les bûcherons, en général soutenus par des entreprises chinoises, continuent à offrir des pots-de-vin aux officiels, les récoltes sauvages continueront.

Commencez avec des programmes agressifs de replantage des arbres dans le bassin du Congo.

Le replantage nécessite des encouragements. Les chercheurs du Centre international pour la recherche en agroforesterie ont fait une étude auprès des agriculteurs d'Afrique de l'Ouest et ont découvert qu'ils préféreraient planter des arbres fruitiers indigènes. Le Global Forest Atlas note qu'« une composante importante d'agroforesterie dans le bassin du Congo concerne la sélection d'arbres fruitiers de valeur qui peuvent produire des récoltes de haut rendement. Une grande partie de cette sélection est effectuée par un processus appelé domestication participative, dans lequel les chercheurs œuvrent avec les communautés pour sélectionner les variétés et les adapter pour un emploi local. » □

L'argent volant

PILLE LA RICHESSE

*L'ancien système chinois
du feiqian est souvent lié
au trafic illicite*

PERSONNEL D'ADF

Les autorités fiscales namibiennes ont fait une découverte choquante en 2017. Des millions de dollars étaient transférés en Chine mais seule une portion était sujette aux impôts.

Ce montage fut découvert lorsqu'un homme d'affaires chinois nommé Jack Huang fut arrêté pour fraude fiscale et les officiels découvrirent qu'il faisait partie de quelque chose de beaucoup plus vaste. Entre 2013 et 2016, M. Huang qui gérât une entreprise de dédouanement avait importé des articles d'une valeur déclarée de 14,3 millions de dollars. La valeur réelle de ces articles était supérieure à dix fois plus. Pendant la même période, il avait envoyé 209 millions de dollars en Chine en tant que paiement pour ces articles.

Cette fraude faisait perdre des millions de dollars d'impôts au gouvernement de Namibie.

Lorsque les responsables ont conduit une enquête plus détaillée, ils ont découvert que le montage incluait une omission de déclaration de la valeur vraie des conteneurs d'expédition et le transport des biens à travers le monde sans laisser de preuves documentaires. Il faisait partie d'un système mondial appelé « *feiqian* » ou argent volant, qui aide depuis des siècles à dissimuler le mouvement des articles tels que le minerai, les parties du corps des animaux sauvages et le bois.





Les gens font des achats dans le quartier chinois de Windhoek (Namibie). Les autorités du pays répriment un processus d'évasion fiscale et de blanchiment d'argent appelé feiqian, utilisé par de nombreux commerces chinois en Afrique. AFP/GETTY IMAGES

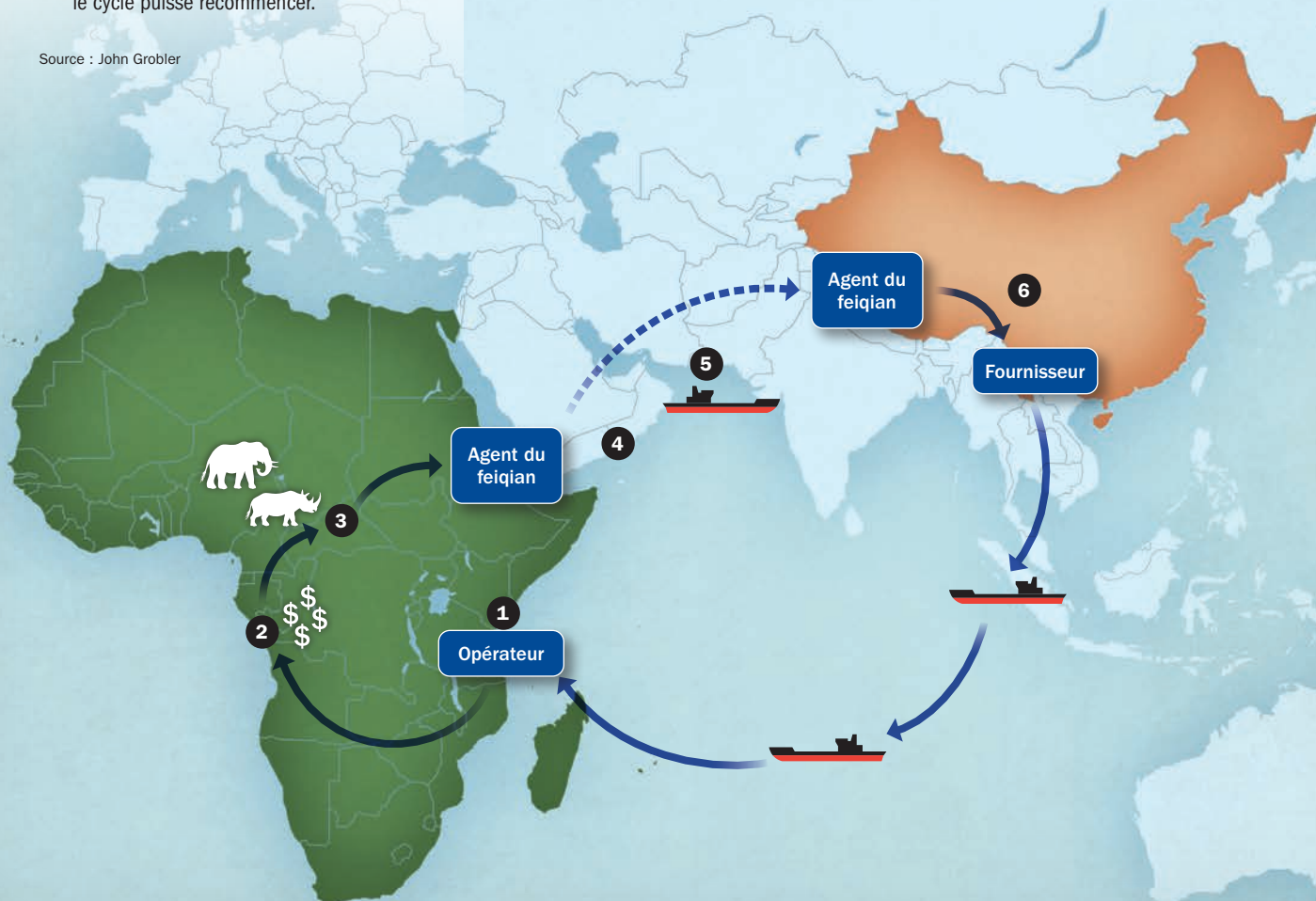
Le cycle du feiqian

1. Des articles sont importés dans un port africain et déclarés à 20 % de leur valeur véritable.
2. Ces articles sont vendus pour produire de l'argent. Les revenus ne sont pas déclarés aux autorités fiscales.
3. L'argent est utilisé pour acheter des produits de contrebande tels que l'ivoire, les ormeaux, les pierres précieuses ou les cornes de rhinocéros.
4. La contrebande est envoyée en Chine.
5. Les conteneurs qui transportent la contrebande franchissent de nombreux points de transbordement et les connaissements sont changés plusieurs fois pendant le transport.
6. L'agent du feiqian réceptionne les produits et paie le fournisseur pour que le cycle puisse recommencer.

Source : John Grobler



L'ivoire et d'autres articles de contrebande sont parmi les produits exportés illégalement dans un système appelé feiqian, qui évite les impôts et dissimule les expéditions de contrebande. REUTERS



Source : John Grobler

Un porte-conteneurs entre dans le port de Walvis Bay (Namibie). Le pays essaie de mettre fin à la contrebande et l'évasion fiscale des marchands étrangers.



La Namibie héberge plus de 7.000 commerçants chinois qui travaillent à leur propre compte, ainsi que d'autres marchands étrangers, et elle a des difficultés pour suivre les activités commerciales et mettre en application ses lois financières. L'étendue de la fraude a poussé l'inspecteur général namibien Sebastian Ndeitunga, au comble de l'exaspération, à déclarer qu'« il n'y aura pas de pitié » et que « nous ne ménageons aucun effort ».

Mais le feiqian est difficile à contrôler. Le journaliste namibien John Grobler a passé une année à l'examiner et a découvert que la traque de l'argent était similaire à celle d'un fantôme. Selon ce stratagème, la plupart de l'argent ne quitte jamais la Chine : seulement des biens sont échangés.

« C'est un système d'échanges commerciaux invisibles et non taxés qui a fourni aux entreprises chinoises un avantage dans le secteur africain de la construction. Ses revenus non traçables sont utilisés pour soumettre des offres plus avantageuses que celles de la concurrence locale et fournir des pots-de-vin en échange de contrats », écrit M. Grobler pour l'organisation de journalisme écologique Oxpeckers.

Comment il fonctionne

Le feiqian est apparu il y a plus de 1.200 ans pendant la dynastie Tang de Chine. C'est un système de paiements essentiellement basé sur la confiance et les relations.

M. Grobler déclare qu'il est similaire au système de remise de fonds appelé *hawala* dans une grande partie du monde musulman. Dans ce système, les gens qui vivent à l'étranger envoient de l'argent dans leur pays natal par l'intermédiaire d'un agent de confiance qui livre l'argent moyennant une commission.

Le feiqian utilise le même type de paiements basés sur la confiance, hors comptabilité, mais il peut être beaucoup plus complexe. Dans le système du feiqian, des biens sont importés avec l'aide d'un agent chinois et déclarés à un pourcentage faible de leur valeur véritable. Ces biens, qui sont souvent des matériaux de construction, sont ensuite vendus pour produire

de l'argent. Cet argent est utilisé pour acheter des biens illicites tels que les parties du corps des animaux sauvages ou le bois illégal. Ces biens sont ensuite expédiés en secret vers la Chine et l'agent est payé en réceptionnant ces biens illicites de grande valeur.

C'est une route commerciale circulaire qui ne nécessite pas de banques ou d'établissements traditionnels.

« C'est comme une fraude systématique contre les autorités, au départ et à l'arrivée, déclare M. Grobler à ADF. Puisque elle est basée sur les échanges, ils peuvent manipuler les chiffres et rien de cela ne suit les filières conventionnelles. ... Cela concerne seulement un marchand local et son fournisseur en Chine. Vous ne pouvez pas le voir ; ce n'est visible nulle part. »

M. Grobler déclare que les commerçants chinois et les entrepreneurs namibiens utilisent pratiquement tous un système d'argent comptant seulement. Ils ne produisent pas de factures et n'émettent pas de récépissés à leurs clients. Cela rend très difficile la mise en application des lois fiscales par les autorités locales.

Après l'arrestation de M. Huang, le ministre des Finances namibien Calle Schlettwein s'est engagé à réprimer cette pratique. Il insiste que les étrangers ne doivent pas pouvoir contourner les lois nationales en utilisant ce genre de combine financière. « Notre système fiscal n'est pas basé sur la nationalité mais sur la source de revenu, déclare M. Schlettwein. Tous les revenus reçus ou censés provenir de sources namibiennes sont sujets à imposition en Namibie. »

Idéal pour les articles illicites

Pour que le feiqian puisse fonctionner, les biens renvoyés en Chine doivent avoir une grande valeur, être introuvables et capables d'être divisés en petites unités. L'ivoire, les cornes de rhinocéros, le bois de rose, les pierres précieuses et les plantes succulentes sont quelques-uns des articles de choix.

Il est crucial que les articles puissent être répartis sur le marché noir pour payer un grand nombre de personnes.

« Ce qui rend cette forme de feiqian idéale pour la contrebande, c'est que le produit, les articles trafiqués,



Les drapeaux rouges d'alarme

Une plus grande sensibilisation aux signes avant-coureurs ou aux signaux d'alarme associés au trafic international de la faune sauvage peut aider les pays à mettre en application leurs propres lois.

Certains de ces signes avant-coureurs sont :

- **Des sociétés de façade :** ce sont souvent des entreprises commerciales génériques créées par des ressortissants étrangers et enregistrées à des adresses résidentielles.
- **L'exportation de produits de faible valeur :** les sociétés qui exportent des produits tels que les coquilles, les granulés en plastique ou les fèves pourraient utiliser ces exportations pour dissimuler les parties du corps des animaux sauvages, illicites et de grande valeur, telles que l'ivoire.
- **Des voies détournées :** les expéditions qui suivent des routes indirectes ou improductives, notamment des haltes dans plusieurs ports de transit, peuvent signaler que l'expéditeur essaie d'éviter les traques.
- **Des changements sur les connaissements :** un connaissement est un document qui accompagne une expédition et qui doit être signé par le transporteur, l'expéditeur et le destinataire des biens. Dans le trafic illicite, de multiples changements de connaissement pourraient être faits pendant le transport d'un conteneur. Ceci peut inclure plusieurs changements du titre de propriété avant que le conteneur n'arrive à destination. Ceci peut rendre la traque plus difficile.
- **Des retraits importants :** les retraits fréquents de devises américaines auprès des établissements de change chinois, en particulier ceux qui sont actifs dans les points sensibles du trafic de la faune sauvage, pourraient être un signe de commerce illicite.

Source : Environmental Investigation Agency



sont fongibles, écrit M. Grobler. Chaque kilo de cornes de rhinocéros, d'ivoire, d'ormeaux, d'ailerons de requin ou de bûches de bois de rose peut être divisé en portions plus petites qui sont plus facilement échangées. »

Le commerce illicite des ormeaux, d'une valeur de plusieurs millions de dollars en Afrique du Sud, est un exemple frappant du feiqian. Ces escargots de mer sont très prisés par les consommateurs chinois pour leur saveur crémeuse. Pour satisfaire à la demande, une chaîne d'approvisionnement illicite d'ormeaux a été créée : des articles sont expédiés par l'intermédiaire de sociétés de façade sud-africaines et transformés en argent comptant, lequel est utilisé pour payer les plongeurs qui récoltent les ormeaux et les contrebandiers qui les transportent. Un grand nombre de ces opérateurs locaux sont payés sous forme de drogues illicites ou de produits chimiques pour fabriquer des stupéfiants.

Selon l'organisation non gouvernementale TRAFFIC, 96 millions de coquilles d'ormeau ont été illégalement récoltées dans les eaux territoriales sud-africaines au cours de la décennie prenant fin en 2016. Le commerce, souvent géré par les syndicats chinois du crime organisé, engendre la violence et la toxicomanie dans les villes sud-africaines.

Kimon de Greef, journaliste-enquêteur sud-africain, déclare que le commerce des ormeaux est devenu une « économie criminalisée massive, parallèle, clandestine, de plusieurs millions de rands », qui force les gens pauvres des communautés de pêche à travailler.

Peut-on l'arrêter ?

Dans les pays aux ressources limitées, traquer les crimes financiers et y mettre fin est un défi. L'Office des Nations unies contre les drogues et le crime (ONUDC) estime que les pays africains perdent chaque année 88,6 milliards de dollars à cause de la fuite illicite des capitaux. Ce total est à peu près égal à tout l'argent d'assistance et les



Coquilles d'ormeau



Rhinocéros blanc (Namibie)

« Ce qui rend cette forme de feiqian idéale pour la contrebande, c'est que le produit, les articles trafiqués, sont fongibles, écrit M. Grobler. Chaque kilo de cornes de rhinocéros, d'ivoire, d'ormeaux, d'ailerons de requin ou de bûches de bois de rose peut être divisé en portions plus petites qui sont plus facilement échangées. » ~ John Grobler, journaliste namibien

investissements étrangers directs qui sont dépensés sur l'ensemble du continent. L'arrêt de ces flux illicites serait énormément bénéfique pour les finances des pays et les aiderait à protéger leurs ressources naturelles critiques.

« Nous avons besoin que tous les pays, nos partenaires africains aussi bien que les pays de transit et de destination, rejoignent cette lutte », déclare Ghada Fathi Waly, directrice exécutive de l'ONUDC.

L'ONUDC œuvre avec 17 pays africains pour développer un réseau de récupération des biens qui les aidera à saisir l'argent de contrebande, combattre le crime organisé et stopper le blanchiment de l'argent utilisé pour financer la criminalité et le terrorisme. Le réseau permet aux membres d'échanger des informations et de s'informer sur la législation efficace pour combattre ces crimes.

« Les flux de capitaux illicites font disparaître des revenus africains vitaux, ce qui sape la stabilité et entrave les progrès vers des objectifs de développement durables », déclare Mme Waly.

Dans un rapport de 2020, l'Environmental Investigation Agency (EIA) a découvert que de nombreux pays ne conduisent pas d'investigation ou de poursuite concernant le trafic des animaux sauvages comme crime financier. Les trafiquants sont punis en vertu des lois sur la protection de la faune sauvage, bien que les lois sur le

blanchiment d'argent soient plus sévères.

Lorsque les pays n'ont pas les moyens de traquer l'argent, les chefs des réseaux criminels échappent aux sanctions et peuvent continuer leurs crimes.

« Si une personne quelconque est arrêtée, il s'agit en général d'un courrier de bas niveau, selon l'EIA. Une saisie de plusieurs tonnes, qui pourrait fournir des preuves et des indices importants si elle faisait l'objet d'une investigation financière, se réduit simplement à une dépense d'affaires pour les trafiquants impliqués. »

Pour sa part, la Namibie pense qu'elle a fait des progrès contre le trafic illégal. Après avoir interdit l'exportation du bois, le pays a restauré son exportation du bois de rose et d'autres types de bois en 2020, selon des consignes strictes. Le pays a aussi modernisé son programme de douane en ajoutant des scanneurs et une technologie pour traquer et inspecter les conteneurs arrivant au port de Walvis Bay. Les responsables des douanes ont suivi une formation pour identifier la contrebande de la faune sauvage.

Toutefois, il reste à établir comment les trafiquants s'adapteront et essaieront d'éviter ces restrictions.

« Il est très difficile de conduire l'investigation de quelque chose qui est conçu pour être invisible », déclare M. Grobler. □



COVAX

DÉPLOIE LE VACCIN EN AFRIQUE

ARTICLE PAR LE PERSONNEL D'ADF | PHOTOS PAR AFP/GETTY IMAGES

Un mécanisme mondial de
distribution équitable
de vaccin assure la disponibilité
gratuite de millions de doses
sur le continent





Des employés déchargent une caisse de vaccin livrée au Rwanda par l'intermédiaire du mécanisme de distribution COVAX.

Plus de vingt pays africains ont commencé à administrer gratuitement des millions de doses de vaccin du Covid-19 grâce à COVAX, le mécanisme mondial de distribution équitable des injections.

Lors du déploiement initial en mars 2021, des politiciens proéminents, des membres du personnel de sécurité et des agents de santé de première ligne ont été parmi les premiers à recevoir le vaccin. Les États-Unis ont promis de fournir 4 milliards de dollars pour soutenir COVAX.

Au Ghana, le président Nana Akufo-Addo et la Première dame Rebecca Akufo-Addo ont reçu les deux premières injections.

« Il est important que je démontre par l'exemple la sécurité de ce vaccin en étant le premier à le recevoir, pour que tous les Ghanéens puissent se sentir confortables d'accepter ce vaccin », a déclaré M. Akufo-Addo lors d'une retransmission en direct.

Dirigé par les Nations unies, COVAX fait partie de l'Access to COVID-19 Tools Accelerator, lancé en avril 2020 par

l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la Commission européenne et la France. COVAX négocie les prix pour assurer un accès équitable au vaccin, aux diagnostics et aux traitements du Covid-19, sans tenir compte de la richesse du pays.

Le programme vise à distribuer 2 milliards de doses du vaccin d'AstraZeneca dans le monde entier à la fin 2021. Parmi ces doses, 600 millions sont réservées aux pays africains, ce qui est suffisant pour vacciner 20 % de la population du continent, selon l'OMS.

Les doses sont affectées de façon égalitaire à chaque pays après exécution par chacun d'eux d'une évaluation de préparation au vaccin. La distribution est soutenue par Gavi, l'Alliance du Vaccin, et par la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies. COVAX soutient aussi la recherche, le développement et la fabrication de plusieurs vaccins du Covid-19.

En date du 10 mars 2021, les responsables avaient livré 10 millions de doses aux pays

Le Dr Ngong Cyprian du Nigeria reçoit une dose de vaccin du Covid-19 livrée grâce à COVAX.



LES DOSES SONT AFFECTÉES DE FAÇON ÉGALITAIRE À CHAQUE PAYS APRÈS EXÉCUTION PAR CHACUN D'EUX D'UNE ÉVALUATION DE PRÉPARATION AU VACCIN



Le président nigérian
Muhammadu Buhari
reçoit un vaccin livré
grâce à COVAX.

africains par l'intermédiaire de COVAX. Ces doses ont eu un impact immédiat, en protégeant certaines personnes parmi les plus vulnérables.

La Côte d'Ivoire a aussi reçu des doses de vaccin par l'intermédiaire de COVAX. Le personnel clinique, les enseignants et les membres des forces de sécurité ont été les premiers à être vaccinés.

Marc Vincent, représentant de l'Unicef en Côte d'Ivoire, déclare dans un article sur le site Web des Nations unies : « Les vaccins sauvent la vie. Alors que les professionnels de la santé et les autres membres des équipes de première ligne sont vaccinés, nous verrons un retour progressif à la vie normale, en particulier pour les enfants. Dans l'esprit d'une couverture santé universelle, nous ne devons laisser personne en arrière. »

Les professionnels des soins de santé et ceux qui travaillent en première ligne ont été les premiers à être inoculés au Nigeria.

Peter Hawkins, représentant du pays pour l'Unicef, a déclaré à Al Jazeera qu'il y avait encore beaucoup de chemin à faire pour satisfaire à « nos obligations à l'égard du peuple nigérian. »

« Mais près de 4 millions de doses est une quantité tout de même considérable », dit-il au sujet des premières livraisons de COVAX. « C'est un pas en avant fantastique pour le Nigeria et un pas en avant fantastique pour toute l'Afrique ; les gens vont se faire vacciner. Cela ne fait pas de doute. »

Parmi les premiers pays africains à recevoir le vaccin grâce à COVAX, on compte l'Angola, la

Gambie, le Kenya, le Malawi, le Mali, l'Ouganda, la République démocratique du Congo, le Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, le Sénégal et le Soudan.

Patrick Amoth, directeur général du ministère de la Santé du Kenya, fut l'un des premiers à recevoir une injection dans le pays.

« Je me sens très bien, a déclaré M. Amoth à Reuters. Le vaccin est sans danger. »

Alors que d'autres pays recevaient le vaccin du Covid-19, le Rwanda a installé une infrastructure spéciale pour assurer le stockage à très basse température, qui est requis pour certains vaccins.

« Ces doses du vaccin du Covid-19 provenant du mécanisme COVAX représentent un effort mondial sans précédent pour assurer un accès équitable au vaccin du Covid-19 », a déclaré le Dr Mwinga Kasonde, représentant de l'OMS dans le pays, au journal rwandais *Taarifa*.

Omer Ahmed Al-Nagib, ministre soudanais de la Santé, a déclaré que la campagne de vaccination du pays donnerait priorité aux agents de santé et aux personnes âgées.

« La quantité [de doses de vaccin] obtenue aujourd'hui sera suffisante pour vacciner un pourcentage élevé des professionnels de la santé, a déclaré M. Al-Nagib à l'Agence France-Presse. Puisqu'ils sont plus exposés à l'infection [ils obtiendront le vaccin en premier], dans le but d'offrir un service de santé sécurisé pour nos citoyens. Le vaccin sera gratuit pour tous les citoyens. D'autres livraisons nous parviendront par la suite, si Dieu le veut. » □



UNE **PRÉDILECTION** POUR LE

CHAOS

CONNUE DEPUIS LONGTEMPS COMME LE « NARCO-ÉTAT » AFRICAIN, LA GUINÉE-BISSAU A UNE RÉPUTATION QUI SERA DIFFICILE À RÉFUTER

PERSONNEL D'ADF | PHOTOS PAR AFP/GETTY IMAGES

L'ancienne colonie portugaise de Guinée-Bissau est marquée par les troubles et l'instabilité depuis son indépendance en 1974. Le gouvernement fut renversé environ six ans plus tard et depuis lors l'histoire du pays est souillée par les coups d'état, les tentatives de coup d'état et le chaos gouvernemental.

Ajoutez à cela l'infamie liée à l'appellation de « narco-État », qui résume une entreprise criminelle qui permet, et en fait facilite, depuis des années le libre mouvement des stupéfiants dans les ports nationaux pour entreprendre un périple international aidé par la collusion officielle. Le Fonds monétaire international donne la définition suivante d'un narco-État : un pays dans lequel « toutes les institutions légitimes sont pénétrées par le pouvoir et l'argent des trafiquants ».

Un officiel des Nations unies dans la capitale de Bissau estimait en 2018 qu'au moins 30 tonnes de cocaïne en provenance d'Amérique latine entrait chaque année dans le pays, la majorité à destination de l'Europe. De grandes quantités arrivent par voie aérienne et d'autres livraisons sont faites par des navires de pêche, légaux ou illégaux. Parfois, les pêcheurs locaux en amènent à terre. Les forces armées les transportent parfois au-delà des frontières.

L'armée du pays a souvent joué un rôle important en politique, y compris pour organiser des coups d'état, dont le plus récent s'est produit en 2012. Elle participe aussi au trafic des stupéfiants. Dans un cas de haute visibilité, un grand jury new-yorkais a inculpé en 2013 le général Antonio Indjai, autrefois chef d'état-major de l'Armée de terre du pays, pour trafic de cocaïne colombienne et trafic d'armes pour le bénéfice des insurgés anti-gouvernementaux. Il avait pris le pouvoir pendant le coup d'état de 2012 et avait été limogé en 2014.



Les saisies de cocaïne telles que celle-ci ont augmenté depuis le début des nouveaux efforts d'interdiction au cours des dernières années, mais les conditions politiques et sociales facilitent toujours les actions des trafiquants en Guinée-Bissau.

L'ex-contre-amiral José Américo Bubo Na Tchuto, arrêté en mer lors d'une opération américaine anti-drogue pour trafic de cocaïne vers les États-Unis, a plaidé coupable en 2014 et a été condamné à quatre années de prison.

Même les particularités géographiques de la Guinée-Bissau la rendent attrayante pour les trafiquants de drogue. Le littoral du pays est essentiellement composé de l'archipel des Bijagos, 88 îles et îlots qui sont pour la plupart inhabitées. Certains ont été utilisés par les trafiquants de stupéfiants pour livrer et entreposer les drogues illicites.



LA GUINÉE-BISSAU A FAIT DES PROGRÈS
REMARQUABLES POUR RÉFORMER ET
RENFORCER SES INSTITUTIONS D'ÉTAT ET
MAINTENIR UNE STABILITÉ RELATIVE. »

— Bintou Keita, à l'époque secrétaire général adjoint de l'ONU pour l'Afrique

Des soldats de la mission de la communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest en Guinée-Bissau attendent à l'extérieur du palais présidentiel de Bissau le 24 novembre 2019, premier jour des élections.





Le général Antonio Indjai, ancien chef d'état-major de l'Armée de terre de Guinée-Bissau, en 2012. Il avait été inculpé pour trafic de drogue.

Malgré les antécédents du pays et sa culpabilité dans le trafic de drogue, des saisies importantes de stupéfiants ont été faites en Guinée-Bissau au cours des dernières années. En septembre 2019, la police de Guinée-Bissau a saisi plus de 1,8 tonne de cocaïne dissimulée dans des sacs pour grain qui avaient été livrés par bateau dans le Nord-Ouest du pays, selon un reportage de Reuters. L'investigation de l'opération Navara, qui a duré deux semaines, a conduit à l'arrestation de six ressortissants de Guinée-Bissau, trois Colombiens et un Malien. C'était la plus grande

opération de drogue dans l'histoire du pays et elle a conduit à des poursuites judiciaires couronnées de succès et des peines de prison.

Environ six mois auparavant, les autorités ont saisies près de 800 kilos de cette drogue lors de l'opération Carapau. La police a arrêté un ressortissant de Guinée-Bissau, deux Nigériens et un Sénégalais après avoir découvert la cocaïne dans un camion frigorifique enregistré au Sénégal, selon un reportage de l'agence France-Presse.

Les condamnations résultantes et les peines de prison de Carapau ont marqué la première fois au cours des dernières années que le système judiciaire du pays avait poursuivi une grosse affaire de stupéfiants, selon l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC).

Ces deux saisies de drogue sont quelque chose de positif dans un pays plein d'événements négatifs. Mais lorsqu'on considère la pauvreté, les troubles et le chaos politique continu, qui persistent jusqu'à aujourd'hui, il est difficile de prouver que la Guinée-Bissau a réussi sa transition pour réfuter sa réputation de narco-État, selon plusieurs études et reportages. Ce pays de près de 2 millions d'habitants a encore beaucoup de chemin à faire, et il est clair qu'il ne pourra pas le faire tout seul.

L'ONU SIGNALA DES PROGRÈS

Des années d'instabilité ont attiré la présence des Nations unies à la suite de la guerre civile de 1998 et 1999. L'ONU a ouvert son Bureau de soutien à la



LA DYNAMIQUE DES ORGANISATIONS DE TRAFIC EST TOUJOURS DE CHERCHER LE POINT DE MOINDRE RÉSISTANCE. »

— Dr. Angela Me, chef de la branche de recherche et d'analyse des tendances de l'ONUDC

consolidation de la paix en Guinée-Bissau. Dix ans plus tard, il est devenu le Bureau intégré des Nations unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS), qui a continué jusqu'à la fin 2020.

Depuis lors, une équipe de pays de l'ONU œuvre avec des partenaires régionaux et internationaux et d'autres partenaires de l'ONU pour développer la paix et la stabilité dans le pays. Bintou Keita, à l'époque secrétaire général adjoint pour l'Afrique, a déclaré lors d'une cérémonie marquant la fin de la mission du BINUGBIS le 11 décembre 2020 : « La Guinée-Bissau a fait des progrès remarquables pour réformer et renforcer ses institutions d'état et maintenir une stabilité relative. Le repositionnement d'une équipe de mission des Nations unies dans le pays est la preuve de ces progrès. »

M. Keita et Rosine Sori-Coulibaly, représentante spéciale du secrétaire général, ont déclaré que la mission politique avait aidé à assurer des élections libres, résoudre les disputes politiques, combattre le trafic de la drogue et faire avancer les droits humains, y compris la participation des femmes et des jeunes dans la vie politique, selon DPPA Politically Speaking, le magazine en ligne du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix des Nations unies.

Selon le magazine, l'ONU continuera à œuvrer pour aider la Guinée-Bissau à atteindre les objectifs de développement en affrontant la pauvreté, l'injustice, l'inégalité des sexes, la protection des enfants et d'autres questions.

Mais de nombreux défis existent toujours. Les énormes saisies de drogue de 2019 sembleraient indiquer que les trafiquants ont toujours un réseau de compatriotes bien disposés sur le terrain dans la Guinée-Bissau et ses alentours, et que la capacité d'étouffer la filière de la drogue n'existe toujours pas. En outre, certains déclarent que les troubles politiques continuels associés aux élections présidentielles de 2019 pourraient rendre le pays vulnérable à la continuation du trafic de stupéfiants.

Le Dr Angela Me, chef de la branche de recherche et d'analyse des tendances de l'ONUDC, a déclaré dans une vidéo : « Le trafic de la cocaïne, comme celui de toutes les drogues, a des trafiquants qui veulent maximiser leurs profits tout en évitant les risques. La dynamique des organisations de trafic est toujours de chercher le point de moindre résistance. »

C'est pourquoi tout pays avec un grand éventail d'institutions gouvernementales, juridiques et



Domingos Simões Pereira est arrivé deuxième aux élections présidentielles de 2019. Son parti, le Parti africain pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert, au pouvoir depuis longtemps, a contesté les résultats.



Le chef de l'opposition Umaro Sissoco Embaló a remporté les élections présidentielles de Guinée-Bissau mais le parti au pouvoir depuis longtemps dans le pays a protesté.

judiciaires faibles sera plus vulnérable à la cooptation par les organisations criminelles telles que les cartels de drogue et les trafiquants. La Guinée-Bissau a été un tel pays et continue à l'être. Mais l'ONUSDC a œuvré aux côtés des autorités gouvernementales pour combattre le commerce des stupéfiants.

IL RESTE À RELEVER DES DÉFIS DIFFICILES

Malgré l'instabilité persistante de l'État, l'ONUSDC déclare que « les conditions politiques minimales » ont été atteintes pour aider à nouveau le gouvernement à lutter contre le trafic de drogue et la criminalité organisée.

En juin 2018, José Mário Vaz, président à l'époque, a demandé à l'ONUSDC d'aider à renforcer tous les aspects du système de justice pénale pour affronter les drogues, la criminalité organisée, le blanchiment d'argent et la corruption. En fait, l'ONUSDC a signalé que la Guinée-Bissau avait « démontré un engagement renouvelé pour conduire la lutte contre le trafic de drogue et la criminalité organisée » grâce au lancement de la force opérationnelle conjointe d'interdiction des aéroports (JAITF) d'AIRCOP en avril 2018.

Le programme de communication d'aéroport multi-agences (AIRCOP) cherche à perturber les réseaux criminels en aidant les aéroports participants à déceler et intercepter les stupéfiants, les articles illicites et les passagers à haut risque dans les pays d'origine, de transit et de destination. Depuis que l'initiative de l'organisation mondiale des douanes ONUDC/Interpol a établi la JAITF à l'aéroport international Osvaldo Vieira de Bissau, on y a constaté un nombre record de saisies de drogue, selon le rapport de l'ONUSDC.

Ces développements sont éclipsés par la continuation du chaos politique. Les élections nationales de 2019 ont conduit à un transfert du pouvoir politique qui a été semé d'embûches. M. Vaz, le président sortant, n'a pas passé le premier tour de scrutin en novembre 2019. L'ancien Premier ministre Umaro Sissoco Embaló a remporté le deuxième tour des élections en décembre 2019. M. Embaló a prêté serment en février 2020 mais le parti majoritaire de son rival électoral, Domingos Simões Pereira, a déclaré que les élections étaient frauduleuses et a assermenté son propre président, Cipriano Cassamá, président du parlement. Ce dernier a démissionné dès le premier jour de son entrée en fonction en mentionnant des menaces de mort, selon un reportage de la BBC.

« Je n'ai aucune sécurité, a déclaré M. Cassamá aux journalistes. Ma vie est en danger, la vie de ma famille est en danger, la vie de ce peuple [pays] est en danger. Je ne peux pas accepter cela ; c'est pourquoi j'ai pris cette décision. »

M. Vaz est le premier président à avoir achevé son mandat depuis que le pays est indépendant. Son mandat unique de cinq ans s'est accompagné de neuf premiers ministres, dont l'un est resté en

fonction pendant dix jours seulement. Les élections suivantes ont fait accroître les tensions politiques ; à un moment, il y avait deux hommes qui servaient simultanément comme président, ne serait-ce que pour un jour seulement.

Parmi ce chaos, il existe des preuves que les officiers militaires restent étroitement liés aux acteurs politiques, condition similaire à celle de 2012 lorsque des officiers militaires de haut rang tels que le général Indjai avaient participé activement au commerce de la drogue, selon un article de mai 2020 publié pour la Global Initiative Against Transnational Organized Crime (Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale) par Mark Shaw and A. Gomes. L'article note aussi que la pandémie mondiale du Covid-19 peut donner aux observateurs régionaux et internationaux des raisons de détourner leur attention, ce qui laisserait le pays libre de continuer ces opérations comme d'habitude.



Un soldat de Guinée-Bissau vote au deuxième tour des élections présidentielles de 2019 à Bissau.

La création d'un dialogue national entre les représentants du gouvernement, des forces armées et de la société civile est l'une des recommandations suggérées par les auteurs de l'article pour faire face à l'instabilité en Guinée-Bissau. Une option serait l'inclusion d'une « commission de vérité » qui offrirait une amnistie aux acteurs fautifs qui parlent ouvertement de leur participation dans le trafic des stupéfiants et d'autres violations.

« Ceux qui ne le font pas feraient l'objet de poursuites, ce qui soulignerait que, en fin de compte, il n'y a pas d'impunité pour ceux qui ont participé au trafic de drogue et ont sapé les perspectives politiques, sociales et développementales à long terme de la Guinée-Bissau », ont écrit les auteurs. □

UNE RESSOURCE PRÉCIEUSE

*Alors que les groupes extrémistes violents se hâtent
d'exploiter les mines d'or artisanales, les enfants
sont de plus en plus en péril*

PERSONNEL D'ADF



Un mineur artisanal présente une pépite d'or dans une mine non enregistrée de Gaoua (Burkina Faso). REUTERS

Pendant ses quatre siècles de domination, l'empire du Mali était connu dans le monde entier pour ses richesses d'or fabuleuses.

Près de 700 ans plus tard, les régions de cet ancien empire renferment toujours de riches gisements de ce métal précieux. Aujourd'hui, une grande partie des travaux miniers de petite échelle au Mali et au Burkina Faso, appelée extraction artisanale, est sujette aux dangers et à l'exploitation du travail des enfants, aux conditions de travail inhumaines, à la contamination, aux risques de santé et au fléau de la traite humaine. Tout cela se produit dans une région tourmentée par les organisations extrémistes violentes (VEO) qui considèrent les mines non réglementées comme vulnérables à l'extorsion et comme source de revenus pour financer leurs opérations et leur recrutement. La violence régionale est en hausse et l'instabilité et les déplacements qui en résultent rendront ces mines vulnérables à une plus grande exploitation alors que les VEO occupent de nouveaux territoires et essaient d'accaparer les marchés d'or locaux.

Depuis un an, la combinaison du Covid-19 et de la violence régionale a provoqué l'augmentation de la traite, du travail forcé et du recrutement des enfants au Mali, selon une étude de 2020 conduite par le Groupe de protection globale dirigé par le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. Le groupe est un réseau d'agences de l'ONU et d'organisations non gouvernementales qui protège les personnes affectées par des crises humanitaires.

Le Covid-19 se combine à d'autres facteurs pour fermer les écoles et joue le rôle de multiplicateur de force pour la misère de la vie quotidienne dans une région déjà appauvrie et violente.

L'étude a découvert 230 cas de recrutement d'enfant au cours du premier semestre de l'année, ce qui surpasse le total de 215 signalé pour l'ensemble de 2019 et double les chiffres enregistrés pour 2018. Les autorités ont trouvé environ 6.000 enfants, principalement des garçons, qui travaillaient dans seulement huit mines maliennes. Alors que les groupes terroristes armés se précipitent pour contrôler les mines locales lucratives, on peut raisonnablement anticiper que la traite humaine augmentera, même au pays voisin du Burkina Faso.

L'INDUSTRIE COMMUNE DE L'OR

Les mines d'or artisanales se retrouvent fréquemment au Mali, au Burkina Faso et en Afrique subsaharienne. Leur abondance provoque souvent des conditions de travail dangereuses, surtout pour les enfants. Ces mines emploient souvent des enfants de moins de quinze ans qui passent de longues heures à manipuler des outils lourds tels que les pioches et à transporter des chargements dangereux sur leurs jeunes corps. Les puits peuvent s'effondrer et enterrer les ouvriers vivants.

Les sites présentent aussi des dangers à cause des produits chimiques et de l'environnement. Les mineurs ajoutent souvent du mercure aux boues pour aider à former un amalgame avec l'or. Les ouvriers le chauffent ensuite avec des chalumeaux ou sur des feux pour faire évaporer

le produit chimique, en laissant intact le métal précieux. Le mercure peut être inhalé ou contaminer l'environnement, où il réagit avec les bactéries de l'eau, des plantes et de la poussière pour former du méthylmercure, un composé mortel. L'exposition à une forte dose peut causer la mort, et il peut endommager les systèmes nerveux, digestif et immunitaire et ralentir le développement intellectuel.

Une étude d'imagerie satellitaire conduite en 2018 a découvert environ 2.200 mines d'or clandestines au Burkina Faso, selon un reportage de Reuters. L'industrie des mines d'or artisanale ici et au Mali et au Niger voisins a une valeur estimée à 2 milliards de dollars par an. Alors que les VEO continuent à proliférer au Burkina Faso, l'un des dix premiers producteurs d'or en Afrique, elles se rapprochent de plus en plus des mines d'or où elles pourront se cacher, extorquer des impôts et recruter de nouveaux membres.

La traite et l'exploitation humaines ne sont pas nouvelles dans ces mines d'or artisanales. Un rapport de Human Rights Watch (HRW) publié en décembre 2011 indique que la traite des enfants en Afrique de l'Ouest en général, et au Mali en particulier, est en hausse. « La plupart du trafic est dû à de petits réseaux informels, y compris les familles et les contacts personnels, selon HRW. En plus du trafic interne, il existe un trafic transfrontalier entre le Mali et les pays voisins. »



De jeunes garçons passent la terre au tamis à Mogen (Burkina Faso). Des études indiquent que la traite humaine et les conditions de travail difficiles sont fréquentes dans ces mines. REUTERS

Les enfants qui travaillent dans les mines d'or artisanales sont souvent des migrants et certains y vivent et y travaillent sans leurs parents. Ceci augmente leur vulnérabilité face à davantage de trafic et d'exploitation.

Le rapport de HRW examine les conditions qui existaient avant l'explosion de violence et d'instabilité qui a commencé en 2012 avec la rébellion touarègue au Nord du Mali. Depuis lors, elle s'est métastisée dans toute la région, alimentée par plusieurs organisations extrémistes et terroristes.

Cette violence a continué à augmenter. Le Centre africain pour les études stratégiques (ACSS) a signalé en janvier 2021 que les 1.170 incidents violents observés au Burkina Faso, au Mali et dans l'Ouest du Niger en 2020 correspondaient à une augmentation de 44 % comparé à 2019. La violence a augmenté régulièrement depuis 2015 et deux groupes, le Front de libération du Macina (FLM) et l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS), ont été responsables pour presque toutes les attaques en 2020, lesquelles ont provoqué 4.122 morts, soit une augmentation de 57 % comparé à 2019.

la pratique de longue date d'envoyer les enfants en Côte d'Ivoire pour travailler dans les champs de cacao. « Et ceci se produisait avant le début des organisations extrémistes violentes et le début de la violence, qui ont déstabilisé complètement cette région. »

UNE SOURCE DE PROFIT POUR LES EXTRÉMISTES

Les mines d'or artisanales sont exploitées sans le contrôle ou la réglementation du gouvernement. Bien qu'elles soient plus petites que les sites industriels légitimes, leur production peut être considérable. En 2018, des responsables burkinabés se sont rendus dans 24 mines près des lieux où des attaques extrémistes s'étaient produites, selon Reuters. Ils ont estimé que, seulement dans ces quelques sites, 720 kilos d'or étaient produits par an, soit une valeur d'environ 34 millions de dollars. On estime que la production totale des sites artisanaux au Burkina Faso seulement atteint entre 15 et 20 tonnes par an, soit une valeur de 720 à 960 millions de dollars.

L'activité des VEO a commencé à se répandre hors du Mali et dans le Nord du Burkina Faso en 2017. En 2019, elles étaient arrivées dans l'Est du pays, selon le Dr Eizenga. Alors que les VEO proliféraient, elles ont forcé la fermeture des écoles, ce qui a affecté des milliers d'enfants. Il est probable que certains de ces enfants sont arrivés dans les mines tout seul, mais beaucoup d'entre eux ont peut-être été trafiqués par divers groupes pour travailler dans les mines.

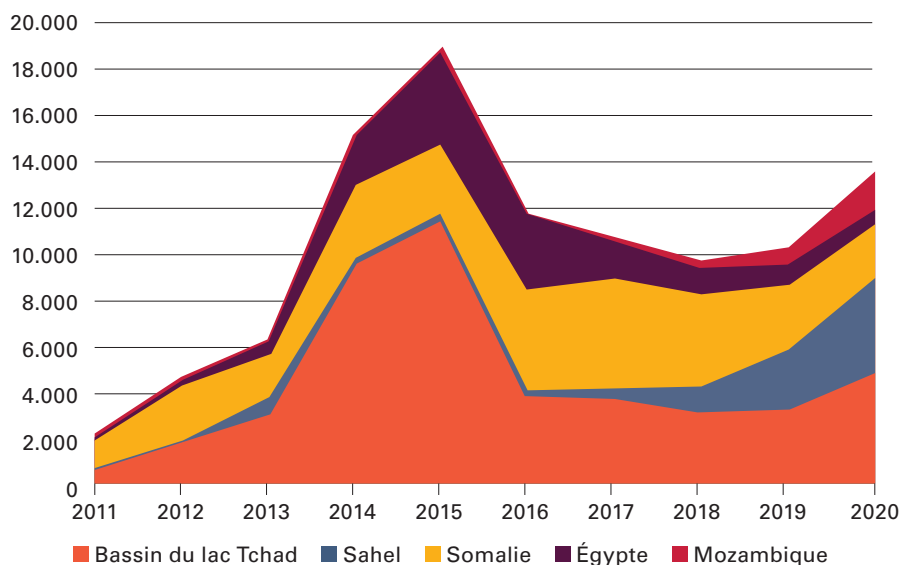
L'identification de ces groupes, des réseaux et des mouvements de trafic est un défi. L'EIGS et le FLM sont deux groupes extrémistes qui sont le plus souvent associés aux mines d'or, mais leur participation directe à la traite humaine est incertaine. L'EIGS a commencé à pénétrer dans les régions des mines d'or il y a plus d'un an, a déclaré le Dr Eizenga en février 2021. Le groupe, qui a seulement quelques centaines de combattants

mobiles, se déplace d'un site minier à un autre en forçant les communautés à payer une taxe. Ils ne gèrent pas et ne perturbent pas les mines car ils craignent de perdre une source de revenus, mais ils dissuadent parfois les autorités gouvernementales d'interférer avec les mines.

Étant donné le déplacement général des personnes et la fermeture des écoles, « il n'est pas difficile d'imaginer qu'ils vont passer à l'étape de la traite des enfants pour que ceux-ci travaillent dans les mines, et qu'ils pourront essayer de les utiliser comme une autre façon d'accroître leurs propres revenus », a-t-il déclaré.

Le FLM, qui est aussi connu sous le nom de katiba Macina, semble essayer de pénétrer au Sud-Ouest du

Décès liés aux groupes islamistes militants en Afrique



Source : Armed Conflict Location and Event Data Project

CENTRE AFRICAÏN POUR LES ÉTUDES STRATÉGIQUES

La violence au Sahel a déplacé 1,7 million de personnes, dont 1,1 million résident au Burkina Faso, selon l'ACSS. Cette instabilité ne peut qu'intensifier la traite humaine.

Le Dr Daniel Eizenga, associé de recherche à l'ACSS, déclare à ADF : « Lorsque vous avez ce niveau de déplacement, vous allez aussi avoir une augmentation de la traite humaine parce que vous avez une série de communautés qui viennent d'être mises à la dérive et qui doivent découvrir comment subsister, et elles deviennent extrêmement vulnérables. »

« Le travail et le trafic des enfants dans cette région est quelque chose de prédominant », déclare-t-il, en notant



De jeunes mineurs, dont l'un utilise des béquilles, dans une mine artisanale du Burkina Faso. AFP/GETTY IMAGES

*À long terme, les autorités gouvernementales
devront identifier et réglementer les sites miniers
artisanaux d'une façon qui ne perturbe pas la
vie des communautés qui en dépendent.*



Un mineur d'or travaille sous terre avec un outil manuel au Nigeria. Les mines artisanales sont fréquentes dans de nombreuses régions d'Afrique. AFP/GETTY IMAGES

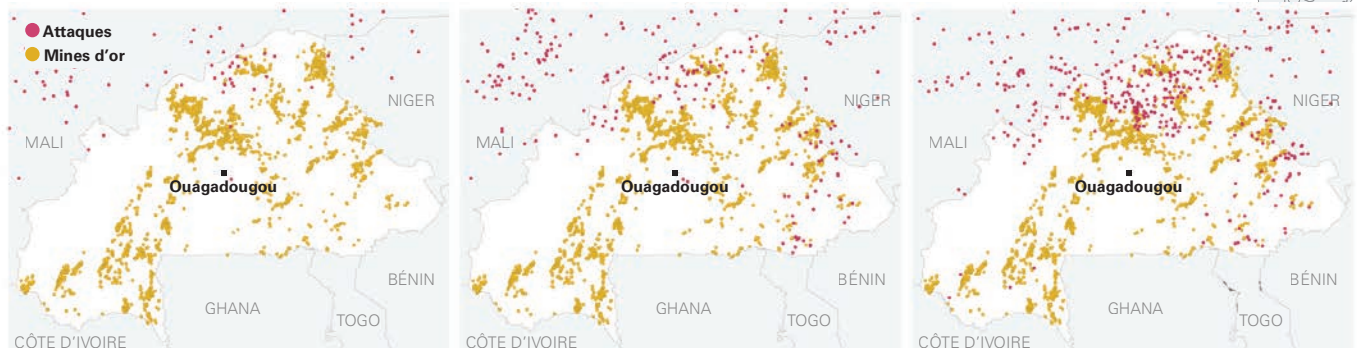
Attaques et mines d'or

Depuis 2017, les extrémistes ont établi une présence sur une grande partie du Burkina Faso, où des mines de petite échelle produisent de l'or d'une valeur de près de 1 milliard de dollars par an. Près de la moitié des sites miniers potentiels identifiés par le gouvernement sont à moins de 25 km de distance des activités documentées des extrémistes, par exemple les combats avec les forces de sécurité, les enlèvements et les bombes au bord de la route, selon une analyse effectuée par Reuters et le Countering Wildlife Trafficking Institute.

● **2017** Plus grand nombre d'attaques de militants au Mali.

● **2018** Les extrémistes lancent des attaques près de la frontière avec le Niger.

● **2020** Alors que les attaques s'intensifient et se propagent, davantage d'or tombe dans les mains des militants.



Remarque : Les sites potentiels de mines d'or ont été identifiés dans une étude de l'imagerie satellitaire conduite en 2018 par le gouvernement.
Sources : Armed Conflict Location and Event Data Project ; National Agency for Management of Mining and Semi-Mechanized Operations ; Natural Earth

Burkina Faso, zone qui contient aussi beaucoup de mines artisanales, dans l'espoir d'y accaparer le marché de l'or, selon le Dr Eizenga.

Il est difficile de déterminer les liens spécifiques entre les groupes tels que l'EIGS et le FLM et la traite humaine des enfants ou d'autres personnes dans les sites des mines artisanales. Le Dr Eizenga déclare qu'il n'a pas constaté de preuves formelles d'une participation directe de l'un quelconque de ces groupes. Mais il convient que, même si ces groupes ne participent pas directement au trafic, ils en sont au moins complices parce qu'ils profitent du travail de ceux qui sont victimes du trafic.

FAIRE FACE AU PROBLÈME

La traite humaine dans la région du Sahel, y compris au Mali et au Burkina Faso, est une pratique enracinée dans une région connue depuis longtemps pour ses communautés non officielles et pour un manque de sécurité et de capacité policière. L'explosion de violence extrémiste dans la région après 2012 ajoute des complications à toute riposte. La région a déjà plusieurs forces de sécurité multinationales qui y sont actives, y compris une mission de maintien de la paix des Nations unies au Mali, l'opération Barkhane dirigée par la France et la Force conjointe régionale du G5 Sahel.

La difficulté, selon le Dr Eizenga, consiste à fournir une protection et une sécurité soutenues aux communautés des mines d'or sans perturber les avantages économiques que les mines offrent aux résidents locaux. « C'est un grand défi lorsqu'on considère les mines artisanales : comment intégrer cette façon de vivre, l'économie informelle qui existe autour des mines, sans complètement perturber l'économie de ces petites communautés ? »

Le développement de la confiance sera une composante essentielle. Parfois, les forces de sécurité ont fait

preuve d'autoritarisme en essayant de déloger les VEO des communautés. Les résidents locaux qui ne font pas partie des groupes violents mais qui ont été forcés à coopérer avec eux sont parfois pris entre deux feux.

L'établissement de la confiance nécessitera en premier lieu l'établissement d'une sécurité continue. De façon générale, les forces de lutte contre le terrorisme ont enregistré des « succès tactiques » pour dégrader les VEO dans la région des trois frontières du Liptako-Gourma entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger, déclare le Dr Eizenga. Le contrôle de ce territoire exigera un changement stratégique dans la façon dont les forces interfacent avec les communautés locales.

Le maintien d'une présence substantielle dans les zones minières pourrait inclure une manière de déployer des unités locales de police qui seraient connectées aux forces militaires, afin d'assurer une réaction rapide aux menaces des VEO, selon le Dr Eizenga.

À long terme, les autorités gouvernementales devront identifier et réglementer les sites miniers artisanaux d'une façon qui ne perturbe pas la vie des communautés qui en dépendent.

L'établissement d'une sécurité continue aidera à développer la confiance, dit-il. Ensuite, les autorités pourront utiliser cette confiance pour identifier, enregistrer et régulariser les mines d'or de façon à améliorer leur légitimité, ce qui préviendra l'exploitation par les extrémistes.

« Ceci a l'avantage additionnel de pouvoir perturber les activités illicites des organisations extrémistes violentes. Ainsi, lorsque vous protégez ces communautés, vous perturbez en même temps les activités des VEO. Et comme pour toute force d'insurgés, si vous pouvez couper leurs revenus, cela fera finalement pression sur eux, et lorsque vous faites pression sur eux, il leur est plus difficile d'agir, ils peuvent plus difficilement recruter. L'ajout de ces défis va avoir un effet positif dans l'ensemble. » □



À la recherche d'une
CORNE
dans une
BOTTE DE FOIN

L'APPRENTISSAGE AUTOMATIQUE ET
LES OUTILS TECHNOLOGIQUES AIDENT
LES OFFICIELS DANS LEURS EFFORTS
POUR ATTRAPER LES TRAFIQUANTS
DE FAUNE SAUVAGE

PERSONNEL D'ADF

Il y a douze ans, le Dr Andrew Rhyne, biologiste marin et expert du trafic de la faune sauvage, essayait de découvrir une meilleure façon de traquer les poissons d'aquarium qui étaient importés aux États-Unis.

Le système ne pouvait pas accommoder l'ampleur du commerce. Environ 130 responsables du service des poissons et de la faune sauvage devaient inspecter des centaines de milliers de livraisons de tous les types d'animaux. Une grande partie de l'effort nécessitait une vérification croisée manuelle des informations sur les documents d'expédition avec les personnes ou les sociétés énumérées sur des listes noires à cause de violations précédentes. Il était aussi nécessaire de s'assurer que les poissons expédiés étaient conformes à la déclaration. Avec environ 40.000 espèces marines à surveiller, la tâche n'était pas facile.

« Il y a tellement de choses qui franchissent les frontières, et les inspecteurs n'ont pas le temps, déclare le Dr Rhyne à ADF. Nous leur demandons de tout savoir sur tous les sujets et d'essayer de découvrir ce qui est illégal dans les expéditions. »

Le Dr Rhyne et ses collègues ont développé le Nature Intelligence System (NIS, système de renseignements sur la nature) qui numérise les documents et utilise des algorithmes pour examiner les antécédents des acheteurs et des vendeurs. Il les recoupe avec des personnes ayant des antécédents criminels et examine un grand nombre d'autres données pour assurer que les expéditions possèdent probablement des informations correctes sur les espèces et les quantités et qu'elles proviennent bien des pays qui sont mentionnés.

« Lorsque vous avez cette quantité massive d'information, vous essayez en fait de trouver une aiguille dans une botte de foin, déclare le Dr Rhyne. Notre système a donc été construit essentiellement pour alléger l'ampleur du travail de bureaucratie actuellement effectué par les agences. »

Le système aide les agences à cibler leurs ressources limitées en inspectant uniquement les expéditions qui sont le plus probablement illégales. Ceci est important car les inspecteurs ont en moyenne le temps de vérifier seulement 10 % environ de toutes les expéditions qui franchissent les douanes. Le seul aéroport de Heathrow à Londres traite 28 millions d'animaux vivants chaque année.

Les trafiquants profitent de ce manque de capacité pour transporter les animaux vivants ou les parties du corps des animaux sans faire beaucoup d'efforts pour les dissimuler. Ils pensent que les chances sont de leur côté.

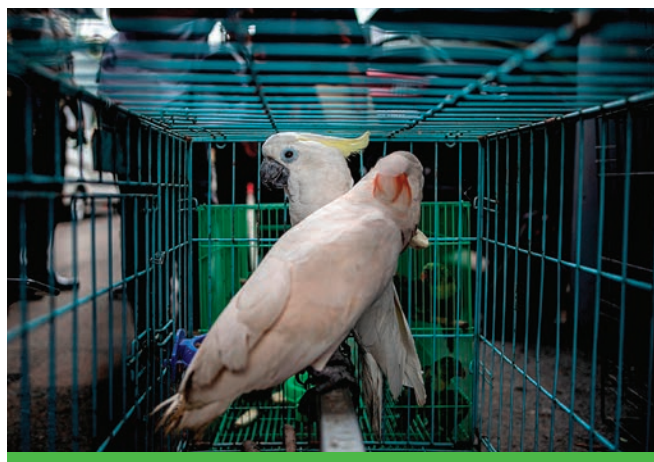
« Les agents reçoivent tant de choses et nous leur

demandons d'identifier 20.000 espèces différentes et dérivées, déclare le Dr Rhyne. Il n'est pas juste d'exiger qu'un être humain connaisse tout cela, et donc l'ordinateur le fait pour eux. »

Le système a remporté le Défi technique des crimes de faune sauvage en 2016, octroyé par l'Agence américaine pour le développement international. Le Dr Rhyne espère qu'il pourra être généralement adopté. Le NIS est seulement une des façons pour les agences des forces de l'ordre de prendre le dessus sur les criminels en utilisant l'apprentissage automatique et d'autres technologies.

L'EXAMEN DES RÉSEAUX SOCIAUX

Le trafic illégal de la faune sauvage se produit ouvertement sur les réseaux sociaux. Bien que la plupart des sites de réseaux sociaux proéminents interdisent désormais la vente d'animaux, des marchés y continuent à être conclus et les trafiquants affichent tout à fait effrontément leurs activités.



Les autorités ont appréhendé ces cacatoès lors d'une saisie de contrebande. AFP/GETTY IMAGES

Une étude de 2020 par l'Alliance to Counter Crime Online a découvert que, malgré les restrictions, les trafiquants continuent à vendre des centaines de millions de dollars d'animaux vivants ou de parties du corps des animaux sur Facebook. L'alliance déclare que 58 % des pages de Facebook engagées dans le commerce illégal de la faune sauvage utilisent les mots « acheter », « vente » ou « vendre ».

L'apprentissage automatique peut aider à identifier ces contrevenants.

Une étude conduite par les chercheurs finlandais Enrico Di Minin et Christoph Fink a montré que les



Un hélicoptère survole le lieu où un garde forestier à bord a tiré une fléchette tranquilisante sur un rhinocéros dans la réserve de faune sauvage Pilanesberg d'Afrique du Sud. REUTERS

COMMENT FONCTIONNE L'APPRENTISSAGE AUTOMATIQUE

Les programmeurs créent un algorithme, ou série de règles, qui enseigne à une machine de reconnaître une image, un mot, un son ou un autre détail important. À mesure que la machine reçoit davantage d'information et qu'un expert humain identifie manuellement les éléments de données, tels que les photos, qui sont importants et ceux qui ne le sont pas, la machine peut améliorer sa capacité d'identifier les choses importantes. Elle peut parcourir les vidéos et les pages du Web plus rapidement qu'un humain, ce qui fait économiser du temps. Elle peut aussi être programmée pour reconnaître des détails imperceptibles aux yeux des humains.

EMPLOIS POUR STOPPER LES CRIMES LIÉS À LA FAUNE SAUVAGE



Réseaux sociaux : Les algorithmes peuvent chercher les plateformes des réseaux sociaux pour des mots clés ou des images associées à la contrebande, au braconnage et à la vente de la faune sauvage en ligne.



Surveillance : Les caméras jumelées à un logiciel d'apprentissage automatique peuvent identifier les braconniers, les véhicules et les animaux dans les réserves de faune sauvage, ce qui permet aux responsables de riposter plus rapidement. Elles peuvent aussi détecter des coups de fusil ou d'autres bruits.



Mise en application : Les responsables du contrôle des frontières peuvent télécharger les documents de douane vers des programmes et les algorithmes les vérifieront pour assurer qu'il n'y a pas de signaux d'alarme, c'est-à-dire vérifier si les vendeurs figurent sur des listes noires, assurer que le pays d'origine est correct et confirmer les détails pour aider les officiers à déterminer si les animaux expédiés sont bien ceux décrits dans les documents.

« LES ALGORITHMES DE
RECONNAISSANCE D'IMAGE
PEUVENT ANALYSER RAPIDEMENT
LA GRANDE QUANTITÉ DE
DONNÉES OPTIQUES PROVENANT
DES FILIÈRES DE SURVEILLANCE ET
FOURNIR AUX ÉQUIPES UNE ALERTE
PRÉCOCE DE TOUTE MENACE POUR
QU'ELLES Y RÉPONDENT. »

— ROYAL SOCIETY,
« SCIENCE : FAIRE FACE AU COMMERCE ILLÉGAL
DE LA FAUNE SAUVAGE »

algorithmes peuvent chercher des mots clés, des gens, ou même reconnaître des espèces spécifiques grâce aux photos et vidéos affichées sur les réseaux sociaux. Les programmes peuvent apprendre à reconnaître les animaux grâce aux bruits qu'ils font sur les vidéos.

« L'ensemble du système peut être automatisé pour que les données soient minées directement à partir des plateformes de réseaux sociaux, écrivent les auteurs. Le contenu est filtré et seul le contenu pertinent est conservé pour être sujet à des investigations plus approfondies par un ordinateur ou une personne. »

Les systèmes d'apprentissage automatique peuvent aussi être programmés pour identifier les mots codes des trafiquants et les modes de voyage suspects. Si par exemple on découvre sur les réseaux sociaux qu'une personne fait le va-et-vient entre des points sensibles de trafic, ceci peut être signalé pour de plus amples investigations.



La caméra de TrailGuard AI envoie une vidéo vers un système qui apprend à identifier les animaux, les personnes qui ne sont pas connues et les signes de braconnage.

Puisque les trafiquants ont tendance à s'associer les uns aux autres, les développeurs peuvent créer un algorithme pour analyser chaque photo d'un trafiquant suspect pour recueillir des informations de contact. Les profils des réseaux sociaux offrent un trésor d'informations, y compris les lieux, les méthodes et les numéros de téléphone.

Stephen Carmody, chef des investigations à la Wildlife Justice Commission, a dit à *The Independent*, journal du Royaume-Uni : « Les gens participant au commerce de la faune sauvage ont très souvent un profil ouvert sur Facebook et exhibent souvent leurs richesses. Opérationnellement, ils sont très médiocres. Ils ne changent pas régulièrement de numéro de téléphone, ils rencontrent leurs clients aux mêmes bars et aux mêmes restaurants, et ils ne pratiquent pas de surveillance. Plutôt que la criminalité organisée, j'appellerais [les criminels de la faune sauvage] la criminalité désorganisée. »

UNE MEILLEURE OPTIQUE

Les avancées de la technologie des caméras signifient que les agences du maintien de l'ordre sont capables de surveiller les frontières, les routes et les réserves naturelles. Mais la question se pose toujours : comment les investigateurs peuvent-ils trier cette imagerie et la catégoriser pour trouver des données de valeur permettant d'arrêter les contrevenants ?

Une réponse est fournie sous forme d'une caméra de la taille d'un crayon, soutenue par l'apprentissage automatique. L'organisation sans but lucratif RESOLVE a développé TrailGuard AI en partenariat avec la société de haute technologie Intel. La caméra envoie une vidéo vers un système qui apprend à identifier les animaux, signale les personnes qui ne sont pas connues et capture d'autres indications de braconnage.

Lors d'un essai de terrain dans la réserve Grumeti de Tanzanie, TrailGuard a aidé les autorités à arrêter 30 braconniers et saisir plus de 589 kilos de viande de brousse. L'équipe espère le développer pour l'utiliser dans 100 réserves d'animaux sauvages sur le continent.

Eric Dinerstein, directeur des solutions de faune sauvage de RESOLVE, a déclaré à Al Jazeera : « Les frontières des vastes parcs et le terrain difficile signifient souvent que les gardes forestiers découvrent le braconnage seulement lorsque c'est trop tard. TrailGuard agit comme système d'alerte précoce en transformant les équipes de gardes forestiers en unités à réponse rapide, pleinement mobiles, pour qu'elles puissent répondre aux braconniers potentiels et les arrêter en pleine action. »

Alors que les programmes avancent, ils peuvent être codés pour reconnaître des signes tels que les carcasses des animaux ou les pièges des braconniers. Certains systèmes développent une technologie « prédictive » qui inclut une abondance de données pour prédire l'endroit où un braconnier pourrait frapper à l'avenir.

« Les algorithmes de reconnaissance d'image peuvent analyser rapidement la grande quantité de données optiques provenant des filières de surveillance et fournir aux équipes une alerte précoce de toute menace pour

qu'elles y répondent », écrit la Royal Society dans le rapport « Science : faire face au commerce illégal de la faune sauvage ». Les algorithmes peuvent différencier entre la présence de la faune sauvage et la présence humaine. Ceci aide les petites équipes à déterminer où est positionnée la faune sauvage et quelles sont les intrusions potentielles pour qu'elles puissent affecter des ressources de façon efficace. »

L'apprentissage automatique a aussi d'énormes possibilités aux aéroports et aux passages frontaliers, en rendant possible le triage des images radiographiques déjà capturées pour chercher les parties du corps des animaux sauvages, par exemple les os.



Des gardes-chasse montrent des peaux de léopard confisquées des mains des chasseurs au parc national de Boma dans la partie Est du Soudan du Sud. AFP/GETTY IMAGES

Un projet conduit par des chercheurs de l'université de la Nouvelle-Galles du Sud en Australie a pu utiliser la technologie de la radiographie pour distinguer entre les piquants des échidnés élevés dans une ferme et ceux des animaux sauvages. Une autre technologie est en voie de développement pour identifier les articles tels que les cornes de rhinocéros et l'ivoire lorsqu'ils apparaissent sur une radiographie.

Le Dr Rhyne déclare qu'il existe aujourd'hui une reconnaissance mondiale du fait que les agents frontaliers et les gardes forestiers sont paralysés par l'ampleur du système de contrebande. « Nous soumettons les inspecteurs de la faune sauvage et les agences régulatrices à un fardeau excessif, dit-il. Ils ne sont pas équipés pour gérer ce qui franchit les frontières. »

Il déclare que le temps est venu d'utiliser l'apprentissage automatique afin de riposter. Il encourage tous les pays, quelles que soient leurs contraintes financières ou leurs limitations technologiques, de chercher des partenariats qui leur laisseront utiliser la technologie pour combattre le trafic de la faune sauvage. Il y a des entreprises et des groupes qui sont désireux de combiner leurs forces pour affronter ce problème mondial. « Il y a suffisamment de volonté de financement et d'action dans le monde », déclare le Dr Rhyne. □

LES ÉQUIPES FÉMININES DE GARDES FORESTIERS

FONT ÉCLATER LES STÉRÉOTYPES

PERSONNEL D'ADF

CES FEMMES ONT DÉMONTRÉ AUX YEUX DE LEUR
COMMUNAUTÉ QU'ELLES SONT LES ÉGALES DE
LEURS COLLÈGUES MASCULINS



Les membres de l'équipe Lionne
recueillent du bois de chauffage
tout en conduisant une patrouille
dans la réserve naturelle Oligulului
à Amboseli (Kenya). REUTERS

Le travail de garde forestier de la faune sauvage est traditionnellement un emploi réservé aux hommes en Afrique australe. Lorsque l'organisation sans but lucratif International Anti-Poaching Foundation (Fondation internationale contre le braconnage) a créé l'équipe entièrement féminine de gardes forestiers Akashinga au Zimbabwe en 2017, elle a donc été accueillie avec scepticisme.

La fondation gère la zone de faune sauvage Phundundu du Zimbabwe, région de 30.000 hectares jadis utilisée pour la chasse au trophée. Elle fait partie de l'écosystème de la vallée du Zambèze qui a perdu des milliers d'éléphants au cours des 20 dernières années à cause du braconnage. Le Zimbabwe héberge environ 85.000 éléphants.

Les Akashinga, ou les « braves » dans la langue shona, conduisent des patrouilles au Phundundu, qui borde 29 communautés, selon *National Geographic*.



Les membres de l'équipe Lionne montent la garde pendant une pause dans la réserve naturelle Olgulului. REUTERS

C'est l'Australien Damien Mander, formateur des gardes forestiers du Zimbabwe depuis des années, qui a eu l'idée d'engager des gardes féminins. Il a conclu que la préservation des animaux ne peut pas être réalisée sans le soutien des communautés locales. Il déclare que les gardes forestiers doivent être des résidents locaux.

M. Mander pense aussi que les femmes ont des aptitudes uniques qui leur permettent de devenir de bons gardes forestiers. L'une de ces aptitudes est la conciliation, qui est critique pour la désescalade des situations violentes.

M. Mander a déclaré à *National Geographic* qu'il avait cherché des femmes qui avaient souffert d'un traumatisme, en pensant que de telles femmes auraient davantage de sympathie pour les animaux exploités et les protégeraient mieux. Les femmes qu'il a recrutées comprennent des victimes de violence familiale, des victimes

d'assaut sexuel, des orphelines du sida et des femmes abandonnées par leur époux.

Il a sélectionné sa première équipe en soumettant les femmes à trois jours d'exercice d'entraînement dans des conditions physiques difficiles. Elles se sont entraînées alors qu'elles avaient faim et étaient fatiguées. Ayant commencé avec 37 recrues, il en a choisi 16 pour la formation de garde forestier ; trois ont fini par démissionner. Les femmes se sont entraînées en combat rapproché et ont appris à tirer au fusil.

Lorsqu'il avait formé des hommes dans des circonstances similaires, presque tous avaient démissionné à la fin du premier jour. Il a découvert que les femmes étaient plus résistantes et plus déterminées.

Au travail, les Akashinga sont de strictes végétariens, pour démontrer leur respect des animaux qu'elles protègent.

Sur le terrain, les gardes forestiers dorment dans leur tente. Lorsqu'elles ne conduisent pas de patrouille ou de raid, elles s'entraînent et s'exercent. Pendant les patrouilles, elles sont chargées de protéger les éléphants, les rhinocéros et les lions contre les fusils, les pièges et le cyanure.

L'une d'elles, du nom de Petronella Chigumbura, mère célibataire de deux enfants, a rejoint les Akashinga après avoir divorcé en 2016 et avoir eu des difficultés pour soutenir sa famille. Elle est aujourd'hui sergent et assistante formatrice.

« En tant que femme, je me suis concentrée sur l'emploi des Akashinga comme un outil pour lutter pour une vie meilleure, dit-elle à ELLE.com Je peux aujourd'hui nourrir mes gosses et payer leurs études. J'ai acquis un permis de

conduire, quelque chose d'important pour les Africaines. Je construis aussi une grande maison pour mes enfants. Maintenant, je suis fière d'avoir mon propre avenir. »

Cette attitude visant à placer la famille en premier est une autre raison pour laquelle les femmes font d'excellents gardes forestiers. Les études indiquent que les femmes qui travaillent dans les pays en voie de développement investissent 90 % de leurs revenus pour leur famille, alors que les hommes n'investissent que 35 %.

Le garde forestier Nyaradzo Auxillia Hoto a déclaré à ELLE.com : « Auparavant, il était couramment accepté qu'un garde forestier soit toujours un homme, mais après l'introduction du programme des Akashinga, je voulais prouver qu'il n'existe pas de travail qui soit réservé uniquement aux hommes. Au début, ma communauté ne pouvait pas croire qu'une femme



Les gardes forestiers de l'équipe Lionne patrouillent dans la réserve naturelle Olgulului.

REUTERS

pouvait être garde forestier. Mais il n'y a pas de limite, et les femmes peuvent aussi être des gardes forestiers. »

Les femmes ont fait plus de 200 arrestations au cours des trois premières années d'opération, en réduisant le braconnage des éléphants de 80 % dans le Zambèze moyen et le cours inférieur du Zambèze au Zimbabwe. Si la pandémie du Covid-19 ne perturbe pas les choses, M. Mander espère développer le programme pour les femmes.

« Le concept est désormais lancé et nous sommes en train de former 240 femmes de plus pour des postes à temps plein, alors que nous ciblons des effectifs de 1.000 gardes forestiers et un portefeuille de 20 parcs en 2025 », déclare-t-il à Mymodernmet.com.

L'ÉQUIPE LIONNE

Une équipe similaire conduit des patrouilles dans le parc national d'Amboseli au Kenya. L'équipe Lionne comprend huit gardes forestiers parrainés par le Fonds international pour la protection des animaux (IFAW). L'unité de patrouille fait partie d'un groupe plus vaste de 76 gardes forestiers, tous membres de la communauté locale des Maasaï. Leur mission consiste à mettre fin au braconnage et à la contrebande de la viande de brousse, et à prévenir les conflits entre les humains et la faune sauvage.

Partout en Afrique, la pandémie du Covid-19 a suspendu le tourisme et laissé en difficulté de nombreux programmes de conservation de faune sauvage financés par des donateurs. De ce fait, beaucoup de gardes forestiers tanzaniens ont

perdu leur emploi. Ceci fait pression sur l'équipe Lionne et les gardes forestiers des autres communautés parce qu'ils doivent patrouiller des zones plus vastes. Le résultat est un niveau de braconnage beaucoup plus élevé, que ce soit pour faire des bénéfices ou pour se nourrir.

L'équipe Lionne a été créée au début 2019 lorsque Kiruyan Katamboi, leader de la communauté maasaï appelée aussi « Mama Esther », a défié l'IFAW d'employer des femmes de la communauté comme gardes forestiers, selon un reportage de CNN. Puisque les communautés maasaï sont patriarcales, les femmes sont en général exclues du leadership et des prises de décision.

Contrairement au Kenya Wildlife Service, qui conduit aussi des patrouilles dans le parc, l'équipe Lionne n'est pas armée. Elle doit compter sur sa formation lorsqu'elle traite avec des animaux dangereux et sur ses aptitudes de négociation lorsqu'elle traite avec des gens violents. Les membres de l'équipe peuvent appeler le service de la faune sauvage pour des renforts si la situation dégénère.

Pendant les patrouilles, elles notent les lieux et les activités des animaux sauvages et elles parlent aux membres de la communauté locale pour s'informer de toute activité inhabituelle. Elles cherchent les pièges, les collets et d'autres signes de braconnage et elles relèvent les coordonnées de GPS. Elles assistent les animaux en détresse selon les besoins.

Une patrouille est typiquement conduite sur une distance de 20 km pour que l'équipe visite une communauté locale. Les membres de l'équipe grimpent fréquemment aux arbres

LORSQUE L'ÉQUIPE AVAIT ÉTÉ FORMÉE,
LES HUIT CLANS DE LA COMMUNAUTÉ
AVAIENT CHACUN CONTRIBUÉ UNE FEMME.



pour éviter les animaux agressifs.

Tous les huit membres de l'équipe Lionne ont l'équivalent d'un diplôme de fin d'études secondaires. L'approche de l'IFAW concernant la sécurité de la faune sauvage s'appelle « tenBoma », d'après un dicton d'Afrique de l'Est selon lequel une communauté est plus sécurisée lorsque 10 maisons veillent les unes sur les autres. L'IFAW a des partenariats avec des équipes de gardes forestiers, des membres des communautés, Interpol et d'autres organisations non gouvernementales pour recueillir et analyser les données et les renseignements locaux. Les membres de l'équipe Lionne sont particulièrement versées à la rédaction des rapports, ce qui est essentiel pour l'approche tenBoma.

Lorsque l'équipe avait été formée, les huit clans de la communauté avaient chacun contribué une femme. Mais même celles-ci avaient quelques doutes.

« Avant, je pensais que je ne réussirais pas, a déclaré Sharon Nankinyi à CNN. Mais après notre formation, nous sommes devenues des dames très résilientes. Nous avons prouvé à la communauté que ce qu'un homme pouvait faire, une femme pouvait le faire mieux. »

Les gardes forestiers de l'équipe Lionne travaillent en général pendant trois semaines, au cours desquelles elles font des rotations dans

les six camps du parc et l'unité mobile, puis elles ont une semaine de congé. La journée de travail commence à 5h00 avec un briefing et une patrouille matinale, qui prend environ quatre heures, en groupes mixtes. Le reste de la journée se passe en général dans une base, pour attendre les appels d'urgence. Mis à part le fait qu'elles ont des dortoirs et des bains séparés, les membres de l'équipe Lionne font le même travail que leurs 68 collègues masculins.

À cause du confinement du Covid-19, les visites avec les familles ont été beaucoup moins fréquentes ; pendant une certaine période, elles sont restées quatre mois sans rentrer chez elles. Durant une semaine lorsque le risque de braconnage semblait particulièrement sérieux, l'équipe Lionne est passée à trois patrouilles par jour et a couvert collectivement plus de 56 km à pied. Les contacts étroits avec les villageois ont été suspendus pendant quelque temps.

Le confinement a provoqué ses propres problèmes. Comme l'explique un membre de l'équipe au Guardian, « les gens restent assis sans rien faire chez eux, à cause du manque d'emploi, donc ils pourraient faire du braconnage pour avoir quelque chose à manger, ils pourraient vendre de la viande de brousse pour gagner de l'argent qu'ils utiliseraient pour acheter de la nourriture ou d'autres nécessités de base. » □

Les nouvelles recrues suivent le processus de sélection pour rejoindre le programme de formation de gardes forestiers Akashinga à Phundundu (Zimbabwe).

AFP/GETTY IMAGES

LE COVID-19 OUVRE DES SENTIERS POUR LES BRACONNIERS

**ALORS QUE LE TOURISME
BAISSE DANS LES RÉSERVES
NATURELLES, LE FINANCEMENT
AFFECTÉ À LA PROTECTION
DES ANIMAUX RALENTIT**





ARTICLE PAR LE PERSONNEL D'ADF | PHOTOS PAR AFP/GETTY IMAGES

La pandémie mondiale n'a pas confiné les contrebandiers de la faune sauvage.

Les autorités du Zimbabwe ont arrêté quatre contrebandiers essayant d'expédier 26 grands singes de la République démocratique du Congo vers l'Afrique du Sud. En Zambie, l'abattage des animaux pour la viande de brousse est monté en flèche. Au Botswana, les législateurs ont débattu s'il fallait armer les gardes forestiers pour qu'ils se défendent contre les braconniers.

En Ouganda, un braconnier cherchant désespérément de la nourriture a découvert par hasard un gorille à dos argenté et, pris de panique, il l'a percé d'une lance et l'a laissé mourir, selon un reportage du groupe médiatique Ensia.

Le Covid-19 a affecté presque tous les aspects de la vie dans le monde entier. Il a privé les gens de leur emploi, provoqué des pénuries alimentaires et limité fortement les voyages internationaux. Initialement, les conservationnistes et les forces de l'ordre espéraient que les restrictions pourraient aider les animaux sauvages menacés, par exemple si les restrictions concernant les déplacements pouvaient dissuader les contrebandiers. Mais jusqu'à présent, le Covid-19 s'est avéré préjudiciable à la faune sauvage africaine.

« Les confinements nationaux, la fermeture des frontières, les restrictions d'urgence concernant les visas, les quarantaines et d'autres mesures prises pour arrêter la propagation du coronavirus ont sérieusement nuit à l'industrie du tourisme africain, dont la valeur est de 39 milliards de dollars, selon *The New York Times*. Ce commerce motive et finance la conservation de la faune sauvage sur le continent, et les experts craignent que les animaux menacés ou en voie de disparition puissent devenir des victimes additionnelles de la pandémie. »

Les officiels ont averti que, sans l'argent du tourisme, les gens qui respectent généralement les lois pourraient être forcés de tuer des animaux protégés simplement pour nourrir leur famille. Fulton Mangwanya, directeur général de l'Autorité de gestion des parcs et de la faune sauvage du Zimbabwe, a prédit que « les communautés rurales habituées à travailler avec les équipementiers de chasse retourneront au braconnage pour vendre la nourriture et les parties du corps des animaux sur le marché noir alors que les licenciements augmentent dans l'industrie de la chasse », selon [fairplanet.org](https://www.fairplanet.org).

Les équipes de conservation qui prévoyaient des projets à long terme ont été soudainement forcées de se concentrer sur le versement des salaires, le règlement des frais imprévus tels que les vêtements protecteurs et le paiement des factures régulières. Les parcs de faune sauvage en Afrique ont eu des difficultés pour conserver leur personnel forestier dans l'absence de visites de touristes. Et un nombre moindre de gardes forestiers signifie davantage de braconniers.

LE BRACONNAGE CONTINUE

En janvier 2021, le Nigeria a saisi des écailles de pangolin et des défenses et des os d'espèces menacées dissimulés dans un conteneur de matériaux de mobilier. Les articles saisis sont utilisés dans la médecine chinoise traditionnelle, bien qu'ils n'aient aucune valeur médicinale. Des études ont suggéré que les pangolins, animaux les plus braconnés du monde, auraient pu être des hôtes intermédiaires du coronavirus qui a été découvert dans un marché agricole de plein air à Wuhan (Chine) à la fin 2019.

Les responsables des douanes déclarent que la contrebande comprenait 162 sacs d'écailles de pangolin et 57 sacs

de parties mélangées du corps des animaux, notamment de l'ivoire et des os de lion. La saisie totale pesait 8.800 kilos et sa valeur était estimée à 2,5 millions de dollars.

En 2020, la Chine a augmenté la protection de toutes les espèces de pangolin au plus haut niveau. Mais cela n'a pas mis fin à la demande, en Chine et dans d'autres régions d'Asie, pour ces animaux, ainsi que pour d'autres animaux africains. Comme le prouve la saisie au Nigeria, la contrebande des animaux à grande échelle continue.

L'Afrique du Sud signale une baisse du nombre de rhinocéros tués par les braconniers en 2020, qui est en partie due aux confinements du Covid-19, selon les responsables.

En 2020, les braconniers ont tué dans le pays 394 rhinocéros pour leurs cornes, soit une baisse de 33 % comparé aux 594 signalés en 2019, selon le ministère sud-africain de l'Environnement. Mais il est certain que d'autres facteurs jouent un rôle, puisque c'est la sixième année consécutive que les incidents documentés de braconnage de rhinocéros sont en baisse.

Une raison pour la réduction du braconnage des rhinocéros est le fait qu'il y en a moins. Dans le parc national Kruger d'Afrique du Sud, où la majorité du braconnage se produit, la population de rhinocéros a baissé de près de 70 % au cours des dix dernières années.

En février 2021, la ministre de l'Environnement Barbara Creecy a déclaré que les mesures strictes visant à empêcher la propagation du Covid-19 en 2020 ont conduit à « une réduction importante des incursions de braconniers » vers Kruger, près de la frontière avec le Mozambique. « Toutefois, ceci a changé vers la fin de l'année lorsque les niveaux de confinement ont été relâchés », a-t-elle déclarée selon un reportage de la BBC.

Mme Creecy a ajouté que, bien que les « circonstances extraordinaires liées au combat contre la pandémie du Covid-19 » aient contribué à la baisse du braconnage en 2020, les efforts des gardes forestiers, du personnel de sécurité et du gouvernement pour affronter le problème ont aussi joué un rôle important.

Le Dr Jo Shaw du Fonds mondial pour la nature en Afrique du Sud a déclaré à la BBC que, bien qu'elle accueille favorablement la réduction du nombre de rhinocéros braconnés, « nous savons parfaitement bien que le [répit] apparent dû aux restrictions de confinement en 2020 est seulement une pause temporaire. »

PAS DE TOURISTES, PAS DE PROTECTION

La perte des touristes à cause du Covid-19 est un problème pour les 7.800 zones protégées d'Afrique, pour deux raisons : les touristes fournissent l'argent pour protéger les parcs, et ils fournissent aussi une surveillance additionnelle contre les braconniers.

Tim Davenport, directeur des programmes de conservation des espèces pour l'Afrique chez la Wildlife Conservation Society (Société pour la conservation de la vie sauvage), a déclaré au *New York Times* : « Ces animaux ne sont pas seulement protégés par les gardes forestiers, ils sont aussi protégés par la présence des touristes. Si vous êtes braconnier, vous n'irez pas dans un lieu plein de



CI-DESSUS : Les gardes forestiers d'une équipe utilisant des chiens cherchent un mototaxi pour des écailles de pangolin et des munitions de chasse dans un parc de la République centrafricaine.

Un pangolin à petites écailles sauvé des trafiquants d'animaux se met en boule pour se protéger dans le bureau de l'autorité de la faune sauvage de l'Ouganda à Kampala.



touristes, vous irez dans un lieu où il y en a très peu. »

Contrairement aux États-Unis et en Europe, les contribuables des pays africains ne subventionnent pas en général les parcs et les zones de faune sauvage. Selon Quartz Africa, les parcs et les réserves naturelles d'Afrique versent dans certains cas à l'état une portion de leurs revenus, qui proviennent principalement du tourisme et, à un degré moindre, des donations. Même dans les périodes où il y a beaucoup de touristes, la plupart des parcs ont des difficultés budgétaires.

En mai 2020, Save the Rhino avait prévu son troisième atelier de chiens d'utilité en Zambie, qui réunirait des experts pour qu'ils partagent leurs connaissances en améliorant la façon dont les équipes travaillent avec les chiens pour stopper les braconniers. Les deux premiers ateliers « avaient eu un impact incroyable sur un certain nombre d'unités de chiens du continent africain », selon l'organisation. L'atelier a été annulé à cause du Covid-19. Des sessions de formation similaires visant à protéger la faune sauvage africaine ont été remises à plus tard ou complètement abandonnées.

À cause de la pandémie, les gardes forestiers d'un grand nombre de parcs n'ont pas été autorisés à visiter leur famille et ont même accepté une baisse de salaire. Dans les sanctuaires de rhinocéros, la plupart des procédures non urgentes liées aux rhinocéros ont été

reportées, y compris les transferts visant à établir de nouveaux troupeaux de rhinocéros et les marques auriculaires aux fins d'identification.

Le Covid-19 a remis en question l'avenir des parcs et des réserves naturelles en Afrique. Certaines sources de fonds liées au tourisme ont peut-être disparu pour de bon car, même avec la reprise des vols internationaux, la réduction des capacités de transport des lignes aériennes pourrait signifier que les visites touristiques dans les états abritant les rhinocéros seront moins nombreuses à l'avenir. Si une réserve naturelle devient insolvable, les habitats de la faune sauvage pourraient être perdus pour toujours au profit de l'agriculture, des développements et des braconniers.

Map Ives, directeur de Rhino Conservation Botswana, a déclaré au *Times* que, tant que la pandémie est présente et les touristes ne reviennent pas, les parcs africains resteront menacés par un nombre croissant de braconniers.

« Nous pouvons anticiper non seulement le braconnage des rhinocéros, des éléphants et d'autres animaux iconiques, mais aussi une hausse du braconnage pour la viande de brousse sur le continent, dit-il. Il y aura beaucoup de gens sans emploi qui se tourneront vers la nature ; vous ne pouvez pas les blâmer. » □



Le musée du Niger est son « miroir » national

AGENCE FRANCE-PRESSE

Peu de musées dans le monde possèdent une portée aussi vaste que le musée national du Niger. Il a des collections sur les arts, l'histoire, les dinosaures, l'énergie nucléaire, l'artisanat et la musique, ainsi que des animaux vivants, car il est aussi un zoo.

Ce musée de 24 hectares, joyau culturel du pays, subsiste avec un budget qui est seulement une fraction de ceux de ses équivalents bien nantis. Pourtant, son droit d'entrée d'environ 10 cents est imbattable : les personnes les plus pauvres peuvent venir et contempler des choses exceptionnelles, y compris des animaux sauvages.

Haladou Mamane, directeur du musée, déclare que « c'est le miroir du Niger, sa réflexion sociale et culturelle », en énumérant fièrement ses points forts en culture, histoire, archéologie, paléontologie, sans oublier la section du zoo, qui fait « partie d'une tradition multidisciplinaire ».

« Ici, même les Nigériens, quels que soient leurs antécédents, peuvent mieux comprendre le pays », déclare M. Mamane.

Avant la pandémie, le musée avait plus de 100.000 visiteurs par an, y compris un grand nombre de ce que l'on appelle les enfants talibés. Ces enfants sont une caractéristique unique de l'Afrique de l'Ouest : leurs parents les remettent à un certain type d'école islamique, où ils sont censés apprendre le Coran. Mais ils passent en général leurs journées à mendier dans les rues poussiéreuses avec un récipient métallique pendu au cou, et beaucoup d'entre eux vont au musée pour une splendide escapade.

« Je suis venu de Yantala [district délabré au Nord-Ouest de Niamey] pour voir les animaux, les singes, les lions, les crocodiles », déclare Ismaël Mariama, âgé de 12 ans.

Le musée, qui a été fondé juste avant que le pays ne gagne son indépendance de la France en 1960, prévoit une rénovation et une expansion avec l'aide de donations internationales. Il promet que, après la fin des travaux de construction, les 111 espèces du zoo auront de meilleures conditions de vie.

Le musée national du Niger possède un zoo.

AFP/GETTY IMAGES

Le cinéma soudanais connaît une renaissance après la révolution

AGENCE FRANCE-PRESSE

Après la révolution de 2019, les cinéastes soudanais ont tout à coup connu une plus grande ouverture et ont gagné de multiples prix internationaux. Mais les artistes n'ont pas encore reçu ce type d'hommage chez eux.

Le cinéma déperissait au Soudan pendant les trois décennies du régime autoritaire d'Omar el-Beshir. Mais les Soudanais ont marché dans les rues pour exiger la liberté, la paix et la justice sociale, et le gouvernement d'Omar el-Beshir a été renversé en avril 2019.

« Nous avons commencé à réaliser à quel point la société a besoin de nos rêves », déclare le metteur en scène Amjad Abu Alala.

Son film de 2019 intitulé *Tu mourras à 20 ans* est le premier film soudanais nominé aux Oscars et le premier à être diffusé sur Netflix. Il a gagné des prix aux festivals internationaux de films tels que ceux de Venise (Italie) et d'El Gouna (Égypte). Le film conte l'histoire d'un jeune homme dont la mort à l'âge de 20 ans a été prédite par un religieux mystique.

Alors que le Soudan s'engage dans une transition politique précaire, les cinéastes du pays ont trouvé davantage de marge de manœuvre, déclare M. Alala. Les jeunes cinéastes travaillent « sans les complexes, le manque de confiance en soi ou la frustration auxquels nous étions sujets dans les générations précédentes », a-t-il ajouté.

Talal Afifi, directeur du programme Sudan Film Factory (Usine de cinéma du Soudan), basé à Khartoum, a formé des centaines de jeunes dans la réalisation cinématographique. M. Afifi travaillait bien avant la révolution de 2019, lorsque les avancées de la technologie des caméras numériques avaient rendu le cinéma beaucoup plus accessible.

M. Afifi participa en 2008 à un festival de courts métrages à Munich, où le film gagnant fut un documentaire irakien filmé avec une caméra vidéo de poche, ce qui l'inspira à rentrer chez lui et créer un centre de formation et une maison de production.

Au cours des dernières décennies, la Film Factory a organisé 30 ateliers d'écriture de scénarios, de mise en scène et de montage et a produit plus de 60 courts métrages récompensés aux festivals internationaux, du Brésil au Japon. La Film Factory a lancé le Sudan Independent Film Festival (Festival du film indépendant du Soudan) en 2015.



Le Sudan Independent Film Festival offre des projections de film d'une semaine à Khartoum. AFP/GETTY IMAGES

Le football retourne en Libye

BBC NEWS À BBC.CO.UK/NEWS

La Libye participe à la ligue de football pour la première fois depuis avril 2019, lorsque la guerre civile avait forcé la fin prématurée de la saison.

La nouvelle saison a démarré en 2021 sans problème, mais la sécurité est précaire. Un cessez-le-feu est instauré dans le pays.

Abdul Nasser Ahmed, secrétaire général de la Fédération libyenne de football, a déclaré : « Le football libyen a souffert énormément sans la ligue, et son retour sera un facteur positif pour l'équipe nationale libyenne en anticipation de nos matchs futurs. Ceci a été un effort commun de la part de toutes les parties prenantes qui ont encouragé cette action et ont travaillé en coopération avec la Fédération libyenne de football pour surmonter tous les obstacles, qu'ils soient liés à la sécurité ou à la santé. »

Il a déclaré que les autorités de santé avaient accepté les débuts de la ligue « à condition que les clubs suivent plusieurs précautions, et en particulier que les matchs soient joués dans les stades sans les supporters ».



L'équipe nationale libyenne de football se prépare à entrer sur le terrain de jeu pour se qualifier pour la Coupe d'Afrique des nations 2021. La Libye a accueilli la Tunisie après une interdiction de sept ans visant les matchs de foot internationaux dans le pays.

AFF/GETTY IMAGES

Après une interdiction de sept ans, la Libye a commencé à organiser des matchs internationaux. La saison de l'équipe nationale libyenne de football a démarré par un match de qualification à la Coupe d'Afrique des nations 2021 avec la Tunisie dans la ville de Benghazi, à l'Est de la Libye, le 25 mars 2021. La Tunisie a gagné 5 à 2 et le match s'est déroulé à porte close à cause de la pandémie en cours du Covid-19. Cette perte a mis fin à la tentative libyenne de participer à la prochaine Coupe d'Afrique au Cameroun en 2022.

LA SCÈNE DE L'ANIMATION EN AFRIQUE EST EN PLEIN ESSOR

BBC NEWS À
BBC.CO.UK/NEWS

L'animateur nigérian Ridwan Moshood était très déterminé à apprendre comment faire des dessins animés, à tel point qu'il a passé des heures dans les cafés Internet de Lagos pour voir des leçons sur YouTube et prendre des notes.

« Je me rendais dans un cyber-café, regardais les tutoriels vidéo et écrivais ce que j'avais appris », déclare-t-il.

Aujourd'hui, cet homme de 26 ans est une étoile montante sur la scène florissante de l'animation de l'Afrique.

En 2018, il a été honoré par le Cartoon Network Africa Creative Lab pour son animation *Garbage Boy and Trash Can*.

Depuis lors, il a fondé une société de production et espère aujourd'hui que sa plus récente idée, un dessin animé qui se passe à Lagos appelé *In My Hood*, soit l'objet d'une commande de série.

Le périple de Ridwan Moshood dans l'industrie de l'animation n'est pas unique.

« Nous écoutons ces histoires partout sur le continent », déclare Nick Wilson, fondateur de l'African Animation Network basé à Johannesburg (Afrique du Sud).

Il énumère la liste des pays où



RIDWAN MOSHOOD

les animateurs locaux commencent à faire la différence : Afrique du Sud, Burkina Faso, Égypte, Ghana, Kenya, Mozambique, Nigeria et Ouganda.

« Chaque fois que nous avons pu gratter la surface et connecter la communauté, nous avons découvert un talent tout à fait exceptionnel et la majorité de ce talent est autodidacte », déclare-t-il.

Bien que les histoires d'animateurs

autodidactes se lançant dans l'industrie soient des inspirations, il est en fait nécessaire de développer des opportunités de formation plus formelles, déclare-t-il.

Récemment, des partenariats ont été annoncés avec les studios d'animation internationaux Toonz Media Group et Baboon Animation. Les deux sociétés prévoient d'ouvrir des académies d'animation en Afrique, qui s'ajouteront aux quelques-unes qui existent déjà.

Malgré le manque d'opportunités de formation formelles, les productions locales commencent déjà à avoir du succès. Chris Morgan de Fundi Films a pu engager un talent panafricain pour *My Better World*, sa récente production.

Cette série éducative adressée aux écoliers et aux jeunes adolescents africains a utilisé une équipe d'artistes travaillant à distance sur tout le continent.

« Nous avons plus de 100 producteurs dans sept pays différents, et cela s'est fait avant Covid », déclare-t-il à Mpumalanga (Afrique du Sud).

Le résultat est une série de 55 courts métrages animés qui sont disponibles en anglais, haoussa, somali et swahili.



AMBASSADE DES ÉTATS-UNIS À LUANDA

L'ANGOLA AVANCE VERS UN FUTUR SANS MINES

PERSONNEL D'ADF

Après trente ans de guerre civile, l'Angola reste victime d'un héritage mortel : les mines terrestres. Bien que les combats aient pris fin en 2002, l'Angola reste l'un des pays les plus minés du monde. Les explosions de mine terrestre ont tué 76 personnes en 2019.

On estime que le cinquième de la population du pays vit dans des zones minées, ce qui affecte tous les aspects de leur vie.

« Non seulement les mines tuent et mutilent les gens innocents, mais elles éloignent aussi les communautés des nécessités de base telles que les sources d'eau, les routes de voyage et les terres productives qui sont cruciales pour les cultures et le pâturage du bétail », déclare le groupe de déminage APOPO.

Le pays a pour objectif d'éliminer toutes les mines en 2025 et il a fait beaucoup de progrès en éliminant et détruisant près de 10.000 engins explosifs en 2019. Mais il y a eu des retards à cause de la perte de revenus liée à la baisse des cours du pétrole et la récession économique provoquée par le Covid-19.

Pour aider l'Angola à atteindre son but, les États-Unis donnent 11,1 millions de dollars pour le déminage et la gestion des stocks d'armes. Depuis 1995, les États-Unis ont contribué 145 millions pour atteindre ces objectifs en Angola.

« Vingt-cinq années de soutien engagé de la part des

États-Unis pour le déminage humanitaire ont conduit à la destruction de plus de 218.000 mines terrestres et autres dangers d'explosion, et au retour sécurisé de plus de 463 kilomètres carrés de terrain au peuple d'Angola », a déclaré Nina Marie Fite, ambassadrice des États-Unis en Angola.

Une partie de ces fonds aidera à réhabiliter et construire seize installations de stockage pour les armes et les munitions et à former des experts dans la gestion des stocks. Depuis 2006, les États-Unis ont aidé l'Angola à détruire près de 108.000 armes excédentaires et 588 tonnes de munitions obsolètes et non nécessaires.

HALO Trust, l'un des groupes aidés par ce financement, a recruté et formé des équipes de déminage entièrement féminines dans le pays. Le projet HALO des 100 femmes de déminage offre une responsabilisation et des opportunités aux femmes vivant dans des zones à faibles revenus, dont beaucoup sont mères célibataires.

« Nous faisons une énorme différence dans la communauté parce que les gens peuvent vivre leur vie. Ils sont beaucoup plus heureux parce qu'ils se sentent en sécurité », déclare Rita Kassova Kachiponde, démineuse, dans une vidéo de HALO Trust. « Je serai très heureuse lorsque l'Angola n'aura plus de mines. »

LE GHANA LANCE UN CENTRE OPÉRATIONNEL POUR COMBATTRE LA CYBERCRIMINALITÉ

PERSONNEL D'ADF

Le Ghana a ouvert un Centre des opérations de sécurité (SOC) pour surveiller les attaques cybernétiques et y riposter.

Ce centre, géré par l'Agence nationale pour la technologie de l'information sous la tutelle du ministère des Communications, protégera les données des ministères gouvernementaux, des services et des agences du Ghana.

« Le SOC offrira des services incluant la surveillance des réseaux, ce qui assurera que les réseaux du gouvernement sont uniformément surveillés en temps réel et contribuera à l'identification des tendances et la priorisation des problèmes pour une gestion optimisée des ressources et des menaces », déclare Ursula Owusu-Ekuful, ministre des Communications, à GhanaWeb.

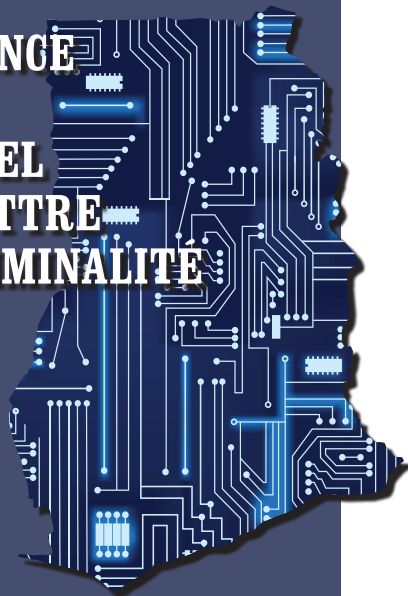
On anticipe que le centre établira un partenariat avec l'équipe nationale de réponse informatique d'urgence (CERT) et le centre national pour la cybersécurité (NCSC). Les antécédents de cybercriminalité au Ghana sont principalement liés aux fraudes concernant les cartes de crédit, aux vols d'identité et aux fraudes d'avance de fonds. Le centre signale que le pays a perdu 105 millions de dollars en 2019 à cause du cybercrime.

Au cours des dernières années, le Ghana a donné priorité à la cybersécurité. En 2020, son parlement a adopté la Loi sur la cybersécurité pour protéger l'infrastructure nationale critique, réglementer les activités en ligne et protéger les enfants contre l'exploitation en ligne. En novembre 2020, l'unité de cybercriminalité de la police ghanéenne a fait la une des journaux lorsqu'elle a arrêté l'administrateur d'Empressleak, site Web qui extorquait les gens en affichant du « revenge porn ».

Christopher Lamora, chargé d'affaires de l'ambassade des États-Unis à Accra, a déclaré : « Devancer les cybercriminels nécessite un travail assidu pour identifier, signaler et finalement éliminer les vulnérabilités. »

Le Dr Albert Antwi-Boasiako, directeur du centre, ne doute pas que le pays fasse des progrès contre les criminels. Il rend hommage aux citoyens qui contactent le centre pour signaler les incidents par e-mail, sur WhatsApp, par message de texte ou par téléphone.

« Entre janvier et août [2020] seulement, plus de 5.000 habitants ont contacté le NCSC par l'intermédiaire de la CERT nationale pour obtenir des recommandations et des avis sur la gestion des problèmes de cybersécurité, dont la plupart concernent la fraude en ligne », déclare-t-il sur GhanaWeb.



Mettre fin à la violence entre les éleveurs et les agriculteurs est le but d'un dialogue au Soudan du Sud

PERSONNEL D'ADF

Les conflits provoqués par la migration annuelle du bétail sont fréquents au Soudan du Sud. Les vaches mangent ou détruisent parfois les récoltes des agriculteurs, lesquels peuvent réagir en tuant le bétail. Ceci se transforme en guerre entre familles ou villages. La Mission des Nations unies au Soudan du Sud (MINUSS) soutient un effort pour visiter différents villages afin de faciliter le dialogue et résoudre les disputes.

« Notre objectif pour venir ici aujourd'hui est de vous encourager à choisir le dialogue pour résoudre tout désaccord, au lieu de recourir à la violence », déclare Joseph Ngoriakou, responsable des affaires civiles de la MINUSS, en adressant une réunion dans l'État de Warab au début 2021, selon ReliefWeb.

Environ 200 personnes, y compris des femmes, des jeunes et des chefs locaux de la région, se sont réunis pour déterminer comment rendre la saison actuelle de migration du bétail aussi pacifique que possible pour les éleveurs et les agriculteurs.

« Je vous en prie, ne permettez pas à vos vaches de détruire nos récoltes. Nous autres [agriculteurs] sommes prêts à partager les ressources qui existent avec vous de façon pacifique », déclare Wol Ngong Uchala, résident de Bab-Chok dans la région de Malual Muok, en présence des éleveurs de bétail lors d'un événement de la MINUSS.

L'ONU soutient aussi un tribunal itinérant qui se prononce sur les disputes qui ne peuvent pas être résolues uniquement par dialogue. Les groupes ont signé en 2016 l'accord Marial Bai qui précise comment les conflits devraient être résolus, comment les éleveurs devraient obtenir permission pour la migration de leur bétail, et quel montant devrait être versé en cas de perte.

Les intervenants à cet événement ont souligné le besoin de réduire la quantité d'armes illégales en circulation dans la région.

« Autrefois, les humains couraient pour se réfugier lorsque les lions les attaquaient. Aujourd'hui, les humains courent pour se sauver à cause d'autres humains », déclare Kerubino Mayar, éleveur de bétail de Tonj. « Ils ont des fusils et s'entre-tuent. Cela doit cesser. Qu'il y ait une réconciliation, empêchons ces problèmes de survenir. »



Un événement organisé par la mission des Nations unies au Soudan du Sud dans l'État de Warab vise à encourager le dialogue entre les agriculteurs et les éleveurs. MINUSS



Le titre d'officier de police de l'année responsabilise les femmes gardiennes de la paix

MISSION DE L'ONU AU SOUDAN DU SUD

L'inspecteur en chef Doreen Mazuba Malambo de Zambie croit en une devise simple : « Lorsque vous éduquez une femme, vous éduquez une nation. ».

Elle a apporté ce bon sens dans plus d'une décennie de service aux missions de maintien de la paix sur le continent africain, où elle a aidé à protéger les femmes et les enfants en proie aux conflits. Dans son affectation présente à la MINUSS (Mission des Nations unies au Soudan du Sud), elle a été nommée Officière de police de l'année pour les Nations unies.

« J'ai toujours pensé que les femmes doivent être entendues

sur toute question qui impacte directement leur vie quotidienne, déclare-t-elle. Mon travail de conseillère en matière d'égalité des sexes me permet d'œuvrer chaque jour pour la responsabilisation des femmes et des jeunes filles soudanaises. Être capable de développer les aptitudes des agences locales du maintien de l'ordre est un avantage supplémentaire. »

L'inspecteur Malambo est affectée au Soudan du Sud depuis 2016, ayant commencé comme formatrice de la force de police intégrée conjointe. Trois mois après son arrivée dans le pays, la guerre éclate. Avant longtemps, elle se retrouve dans le camp de la MINUSS pour aider les gens qui s'y sont réfugiés à la hâte.

« J'avais moi-même peur, mais je savais que si un policier en uniforme montre des signes de peur, ces femmes n'auront plus aucun espoir, déclare-t-elle. J'ai donc commencé à les encourager et à leur dire que les combats prendront fin, qu'ils se termineront. »

L'inspecteur Malambo est une mère célibataire, qui ressent de la compassion pour la détresse de ceux qui sont séparés de leur famille ou attaqués dans le conflit. Elle encourage les femmes à devenir des pacificatrices. « J'ai dû en influencer quelques-unes, car bientôt un grand nombre de femmes ont commencé à exiger que leurs époux cessent de se battre, déclare-t-elle. Nous avons commencé à voir des hommes qui entraient dans l'enceinte de la MINUSS pour déposer leurs armes. »

Elle dit qu'elle était « bouleversée et honorée » de recevoir le prix, mais elle pense que le service rendu aux personnes nécessiteuses est le plus grand privilège. « La vraie récompense, pour moi en tant que gardienne de la paix, en tant qu'officier de police et en tant que femme, c'est l'opportunité de servir une cause qui transcende toutes les frontières : une paix durable pour tous, y compris les personnes marginalisées, déplacées et handicapées. »

L'Armée de l'air nigériane forme des investigateurs de scène de crime

PERSONNEL D'ADF

L'Armée de l'air du Nigeria (NAF) améliore ses capacités d'investigation, d'arrestation et de poursuites des criminels, y compris ceux qui sont engagés dans le trafic des articles illicites.

La NAF a remis 15 diplômes à ceux qui avaient suivi le cours avancé des investigations de scène de crime au Groupe d'investigation Provost 057 de Lagos. Ce cours intensif de quatre semaines a enseigné au personnel de l'Armée de l'air comment conduire scientifiquement la lutte contre la criminalité.

Il a traité des sujets tels que le recueil des éléments de preuve, la prise de photos sur les scènes de crime et les empreintes digitales. Les diplômés ont appris comment prélever et préserver les preuves génétiques et comment présenter les preuves lors des procès.

Pendant la cérémonie de remise des diplômes, le maréchal de l'air adjoint Lawal Alao a déclaré aux diplômés que cette formation s'inscrivait dans le cadre d'un effort plus large pour positionner la NAF comme force de combat professionnelle et disciplinée.

En 2018, la NAF a ouvert un laboratoire criminel forensique rénové et entièrement équipé. Lors de la cérémonie d'inauguration, Ibrahim Idris, inspecteur général de police à l'époque, a déclaré que



ARMÉE DE L'AIR NIGÉRIANE

la préservation des preuves est cruciale pour la mise en application de la loi. « Sans preuves objectives obtenues par analyse scientifique, de nombreux crimes ne seraient pas résolus et les contrevenants ne seraient pas punis, dit-il. C'est donc un vrai outil, non seulement pour la détection et les poursuites, mais aussi comme outil de dissuasion. »

Il a applaudi les efforts de la NAF visant à faire des progrès dans l'application de la loi. « C'est un témoignage de l'engagement du leadership de l'Armée de l'air du Nigeria pour repousser les limites et améliorer les méthodologies et les plateformes technologiques afin de détecter et d'analyser les preuves criminelles dans le service. »

Les forces armées du Tchad lancent un projet agricole pour soutenir les troupes

PERSONNEL D'ADF

Un projet pilote des Forces armées du Tchad vise à créer un approvisionnement en nourriture autonome pour les soldats en développant des fermes dans les avant-postes militaires.

Les diplômés de l'École agricole de l'armée tchadienne ont ouvert la première ferme dans une base militaire, au centre de formation des forces armées de Koundoul. La ferme cultivée et irriguée qui couvre environ 6,5 hectares au sein de la base militaire produit des récoltes telles que le riz, le gombo, les haricots, les melons, les hibiscus, les tomates, les aubergines et les oignons.

Le lieutenant Adam Eritero Cordubo, diplômé de l'école agricole en 2019, déclare à *ADF* : « La création de la ferme des Forces terrestres a permis de relancer les aptitudes que nous avons acquises à Koundoul. Les aptitudes apprises à l'école sont utilisées quotidiennement ici. »

Les produits récoltés à la ferme nourrissent les soldats de la base de Koundoul et du quartier général des Forces terrestres tchadiennes à N'Djaména. Une partie des récoltes est entreposée à long terme et placée dans une banque de semences pour sa plantation future.

« De cette façon, la pression exercée sur les forces armées pour prendre la nourriture dans les marchés de la capitale de N'Djaména est réduite, ce qui constitue un grand avantage pour les civils », déclare Ladiba Gondeu, anthropologue social à l'université de N'Djaména, à *ADF*.

Les Forces terrestres du Tchad ont 28.000 soldats répartis dans 12 commandements de zone et 8 centres

de formation distribués sur près de 1.300.000 kilomètres carrés. Les forces tchadiennes sont cruciales pour la Force conjointe du G5 Sahel, qui lutte contre les extrémistes de la région située entre le Sahara et l'Afrique tropicale.

« Quelle que soit la logistique, elle est très difficile à maîtriser », déclare Stuart Bracken, conseiller des Forces terrestres auprès de l'entrepreneur américain Apogee Systems Corp., à *ADF*. M. Bracken a fourni une assistance financière et logistique pour lancer le programme agricole.

L'École agricole des forces armées a ouvert ses portes en 2008 avec une aide financière de l'ambassade de France pour enseigner aux soldats des aptitudes qu'ils utiliseraient pour gagner leur vie après leur service militaire. Depuis lors, l'école a formé 100 personnes en agriculture.

L'agriculture constitue environ 52 % de l'économie du Tchad et emploie 80 % de sa main d'œuvre. Malgré cela, la sécurité alimentaire est un défi constant. La sécheresse, les conflits régionaux et le manque de terre arable réduisent souvent la quantité de nourriture que le pays peut produire, ce qui conduit à des pénuries selon le Programme alimentaire mondial des Nations unies.

Le projet de Koundoul assure une source fiable de nourriture pour les forces armées du pays tout en utilisant les aptitudes que les soldats ont acquises à l'école d'agriculture. En plus de ses 6,5 hectares cultivés, le projet de Koundoul a aussi ajouté un bâtiment de ferme de 47 mètres carrés avec des bureaux et une aire d'entrepôt.

La première ferme a été développée comme scénario de test. Si les chefs militaires le soutiennent et il reçoit un financement, le projet agricole pourrait être dupliqué dans toutes les douze zones.

Les fermiers qualifiés des Forces terrestres sont prêts à faire la différence.

Le capitaine Mohammed Ismael Ahamet, autre diplômé de l'école en 2019, déclare : « Nous espérons améliorer le commandement par nos travaux, mais nous avons besoin de soutien. Avec un soutien additionnel, nous pourrions soutenir pleinement le commandement et le pays. »



Des soldats tchadiens trient les produits cultivés dans l'avant-poste des Forces terrestres à Koundoul. Des diplômés de l'école agricole de l'Armée de terre ont développé cette ferme de près de 6,5 hectares. STUART BRACKEN/APOGEE SYSTEMS CORP





Des femmes achètent des vêtements à Nairobi (Kenya).
THE ASSOCIATED PRESS

LES GROUPES D'ÉPARGNE DONNENT UNE PLANCHE DE SALUT AUX KÉNYANS

VOICE OF AMERICA

On estime que la pandémie du Covid-19 a éliminé 2 millions d'emplois au Kenya, en forçant de nombreuses personnes à participer à l'économie informelle. Toutefois, les Kényans ont aussi un secret qui permet à beaucoup d'entre eux de rester financièrement solvables : le plus grand secteur de service d'épargne et de prêt coopératif en Afrique.

Avec plus de 14 millions de membres contributeurs mensuels, les coopératives du Kenya offrent des prêts pendant les temps difficiles, en aidant beaucoup de gens à survivre pendant la pandémie ou même à lancer leur propre négoce.

Judy Muthama vendait des chaussures et des ustensiles dans le bidonville de Mukuru Kwa Njenga au cœur de Nairobi. Les ventes étaient bonnes jusqu'à ce que la pandémie détruise son commerce. Mais elle le relance avec un prêt de 600 dollars accordé par une caisse d'épargne et de crédit, dont elle est membre depuis trois ans.

Mme Muthama déclare que, sans la coopérative, elle aurait fermé boutique. Elle dit que la coopérative a amélioré sa situation chaque fois qu'elle était sujette à des contraintes financières.

Austin Oduor est le président d'Uprising Housing Cooperative, dont la caisse d'épargne a 834 membres. Il déclare que la caisse a constaté une baisse de 80 % des contributions mensuelles depuis mars 2020, mais qu'elle aide toujours ses membres à survivre pendant les périodes économiques difficiles.

« Bien qu'ils apprécient la caisse, nous avons travaillé avec eux sur plusieurs plans, dit-il. Nous leur avons donné



Un commerçant de Nairobi ferme les portes de sa boutique pour la journée au début du couvre-feu dû à la pandémie du Covid-19.

AFP/GETTY IMAGES

des chèques repas, des produits de lavage des mains, des masques. Nous avons accordé à certains des prêts pour qu'ils puissent renvoyer leurs enfants à l'école. »

Kristin Wilcox, directrice d'un programme de l'Agence des États-Unis pour le développement international qui travaille étroitement avec les sociétés coopératives du Kenya, déclare qu'elle admire l'initiative qui anime ces groupes.

« Du fait même de leur nature, personne de l'extérieur n'aide ces membres à réaliser leurs objectifs. C'est basé purement sur leur propre énergie et leur propre capacité à l'action collective, déclare-t-elle. Je pense que c'est passionnant parce qu'il n'y a personne, aucun magicien derrière le rideau, personne à la fin de la journée pour prendre la majorité des profits. Ce qu'ils peuvent réaliser, ils le font eux-mêmes. »

Les chefs chrétiens et musulmans du Soudan encouragent la liberté religieuse

VOICE OF AMERICA

Les chefs musulmans et chrétiens se sont réunis pour promouvoir la liberté de religion dans le pays, maintenant que le gouvernement d'Omar el-Beshir a été renversé. Les groupes ont signé un accord de paix déclarant que la liberté de religion est un droit humain.

À la fin d'une conférence de deux jours, les chefs religieux ont convenu de promouvoir la paix et la liberté de culte dans toutes les communautés soudanaises et d'encourager le dialogue communautaire parmi les personnes de confessions différentes.

Michael Didi, archevêque catholique de Khartoum, a dit que la déclaration aidera à créer un espace pour accroître la liberté religieuse au Soudan, alors que le pays entre dans une ère nouvelle après la révolution qui avait conduit au renversement de M. el-Beshir par les chefs militaires.

Mgr Didi a déclaré que trente ans d'oppression religieuse ont provoqué des stigmates sociaux parmi les différentes communautés du pays et que le changement ne va pas se produire d'un jour à l'autre.

Jibril Bilal, membre du Mouvement pour la justice et l'égalité, groupe rebelle basé au Darfour, a dit que les résolutions de la déclaration s'alignent sur l'accord de paix arbitré à Juba (Soudan du Sud), qui fait appel à un système laïque de gouvernance au Soudan, avec l'égalité des droits pour tous.

William Devlin, co-président d'Unity International, organisation basée à Khartoum, a dit que la déclaration montre la voie de la liberté de religion au Soudan, après des décennies de régime islamiste strict. Il a fait appel aux Musulmans et aux Chrétiens pour qu'ils oublient le passé et œuvrent ensemble afin de construire un nouveau Soudan où tous les citoyens seront traités pareillement.

Les fidèles soudanais se réunissent pour les prières d'Aïd el-Fitr à Khartoum. THE ASSOCIATED PRESS



Des Somaliennes obtiennent un prix de 1 million de dollars

VOICE OF AMERICA

Une mère somalienne et sa fille, qui ont consacré leur vie à réhabiliter les victimes des conflits, ont gagné des applaudissements internationaux et reçu un prix de 1 million de dollars.

Fartuun Adan et sa fille, Ilwad Elman, gèrent Elman Peace, organisation qui aide les victimes de la violence sexuelle et œuvre pour réhabiliter les enfants soldats et leur fournir une formation d'emploi en Somalie.



Fartuun Adan

Elles ont reçu le prix Aurora 2020 pour l'éveil de l'humanité, prix accordé chaque année à une personne ou à un groupe risquant sa vie pour protéger les personnes dans les conflits. La récompense est octroyée au nom des victimes du génocide arménien. Elles sont les cinquièmes à recevoir ce prix depuis sa création.

Elles ont toutes les deux créé Sister Somalia, le premier centre d'aide aux victimes du viol dans le pays à offrir une protection, un counseling et un traitement médical aux victimes. En 2010, lorsque le centre d'aide ouvrit ses portes, les politiciens somaliens, y compris le président, ont nié que le viol existait dans le pays. Sa discussion était considérée comme un sujet tabou.

Lorsque le groupe ouvrit une ligne d'assistance que les victimes pouvaient appeler pour obtenir de l'aide, les opérateurs ont reçu des menaces de violence de la part des gens qui ne voulaient pas que la question soit discutée.

« Notre personnel a été arrêté, harcelé. Nos centres ont été clôturés. C'était il y a seulement 10 ans, déclare Mme Elman. Il n'y avait pas de profil de survivante de la violence sexuelle en Somalie à l'époque, que ce soit une femme de 70 ans ou une fillette de 2 ans. Impunité totale. »

Le centre d'aide s'est développé pour inclure des installations soutenues localement dans neuf régions de Somalie. Le problème qui était jadis ignoré est maintenant l'objet de débats parlementaires par les femmes députées.

« Nous avons beaucoup de chemin à faire, mais nous venons d'un endroit où nous ne pouvions même pas en parler, déclare Mme Elman. Autrefois, il n'y avait pas du tout de services disponibles ; aujourd'hui, il y a plusieurs fournisseurs de services et nous constatons une hausse de participation des femmes au parlement, de 11 à 24 % . »

« Nous avons une conversation qui reconnaît vraiment ce qui se passe dans le pays. Et maintenant nous pouvons essayer de déterminer ce qui peut être fait pour affronter le problème, plutôt que de le nier. Les progrès ont donc été formidables. »

L'activisme de la famille a commencé avec Elman Ali Ahmed, le conjoint décédé de Fartuun Adan. C'était un activiste de la paix qui gérait des ateliers de réparation de voitures à Mogadiscio, où il offrait des emplois et une formation de travail aux jeunes qui décidaient de quitter les milices basées sur les clans. On le connaissait par sa devise : « Abandonnez les armes, saisissez un stylo ».



Le cyclisme devient populaire à Nairobi

AGENCE FRANCE-PRESSE

Selon une tendance croissante à Nairobi (Kenya), de plus en plus de gens font du vélo depuis l'arrivée de la pandémie de Covid-19, malgré un manque alarmant de pistes cyclables.

C'est un signe prometteur pour cette capitale où la pollution de l'air a augmenté de 182 % depuis les années soixante-dix, et où l'on estime que les embouteillages provoquent une perte de productivité coûtant 1 milliard de dollars chaque année.

Dans son magasin pour vélos d'occasion en ville, Jimmy Karumba déclare qu'il a constaté une hausse des ventes de plus de 50 % en 2020. Ce commerçant qui vendait principalement des vélos d'enfant avant la pandémie dit qu'il accueille de nombreux clients adultes cherchant à éviter les transports publics et à rester en forme.

Sans la protection des voies cyclables, les cyclistes doivent naviguer au milieu des anciens camions, des SUV à vive allure et des motos qui se faufilent d'une voie à l'autre sur les routes très fréquentées pendant les heures de pointe. Toutefois, certains pensent toujours que ce mode de transport fournit plusieurs avantages.

Malgré deux accidents mineurs, le vidéographe Steven Odhiambo croit beaucoup dans les avantages du vélo. Il déclare qu'il a perdu 20 kilos uniquement sur son vélo et qu'il a bien économisé pour ses déplacements, grâce à un

vélo d'occasion pour lequel il avait payé environ 140 dollars.

« J'avais peur d'essayer de manœuvrer sur nos routes où un pourcentage élevé de conducteurs font en général peu attention, dit-il. Ils peuvent vous

envoyer dans le décor ; ils ne se soucient pas de vous. Mais je considère seulement les points positifs et négatifs. Je me sens beaucoup plus en sécurité sur un vélo, je pratique la distanciation physique, je me déplace plus rapidement. »

Cyprine Odada de Critical Mass, alliance de groupes cyclistes qui organise une randonnée mensuelle d'un maximum de 1.000 personnes à Nairobi, déclare que la pandémie a montré aux responsables politiques que le vélo est populaire au Kenya et que ce n'est pas exclusivement un mode de transport pour les moins favorisés financièrement.

« C'est bizarre, mais le Covid encourage le cyclisme, dit-elle. Il a montré aux responsables politiques que les gens souhaitent marcher, les gens souhaitent faire du vélo. Et ils doivent le faire, que cela leur plaise ou non ! Ils doivent trouver un moyen d'assurer que les gens puissent se rendre à leur destination en toute sécurité. Ce n'est plus à nous de nous forcer à partager la route avec les motoristes ; nous avons besoin de zones spécialement dédiées aux cyclistes et aux piétons. »

Des cyclistes participent à la randonnée mensuelle en vélo de Critical Mass à Nairobi.

AFP/GETTY IMAGES

Au Kenya, des briques en plastique

PLUS DURES que LE BÉTON

REUTERS

Nzambi Matee lance une brique sur un sentier fait de briques de plastique recyclé que son usine produit dans la capitale kényane.

Elle fait un grand bruit mais elle ne se fend pas.

Mme Matee, fondatrice de Gjenje Makers basée à Nairobi, société qui transforme les déchets plastiques en matériaux de construction durables, déclare : « Notre produit est presque cinq à sept fois plus résistant que le béton. »

« Il y a ces déchets qu'ils ne peuvent plus traiter, qu'ils ne peuvent plus recycler. C'est ce que nous utilisons. »

Mme Matee obtient les déchets gratuitement auprès des entreprises de conditionnement, mais elle paie pour le plastique qu'elle obtient des autres recycleurs. Son usine produit 1.500 briques par jour, fabriquées avec un mélange de types différents de plastique.

Il y a du polyéthylène à haute densité, utilisé pour les bouteilles de lait et de shampoing ; du polyéthylène à faible densité souvent utilisé pour les sacs de céréales et de sandwich ; et du polypropylène utilisé pour les cordes, les couvercles pivotant et les seaux.

Les déchets de plastique sont mélangés avec du sable, chauffés puis comprimés pour former des briques qui sont vendues à des prix variables en fonction de l'épaisseur et de la couleur. Les briques grises courantes coûtent 850 shillings kényans (7,70 dollars) le mètre carré.

Mme Matee, ingénieur des matériaux qui a conçu ses propres machines, déclare que son usine a recyclé 20 tonnes de déchets de plastique depuis sa fondation en 2017. Elle prévoit d'ajouter une autre chaîne de production plus grande qui pourrait tripler la capacité et elle espère atteindre le seuil de rentabilité à la fin 2021.

Mme Matee a créé son usine après avoir perdu patience en attendant que l'état résolve le problème de la pollution du plastique.

« J'étais fatiguée d'être en marge », déclare-t-elle.

REUTERS



L'Afrique va de l'avant avec *un bloc commercial continental*

VOICE OF AMERICA

L'Afrique a inauguré le bloc commercial le plus vaste du monde après l'Organisation mondiale du commerce. Tous les pays africains sauf l'Érythrée se sont inscrits pour participer à la zone de libre-échange continentale africaine et les pays développent des consignes de sécurité pour le commerce pendant la pandémie.

Le président nigérian Muhammadu Buhari signe l'accord de la zone de libre-échange continentale africaine.

AFP/GETTY IMAGES

L'inauguration de la zone de libre-échange continentale africaine avait été initialement programmée pour la mi-2020, mais elle avait été remise à plus tard à cause de la pandémie.

Les gouvernements africains ont décidé d'effectuer le lancement en espérant que le bloc commercial pourrait renforcer les économies africaines affectées par le Covid-19.

Dans certains pays comme le Nigeria, les autorités font preuve de prudence pour le commerce en conduisant des tests de dépistage pour les personnes et les articles. Le Nigeria est l'un de plus de trente pays africains à avoir ratifié le traité en décembre 2020.

L'idée consiste à promouvoir les biens conformes aux « règles d'origine », ce qui signifie que tous les articles qui franchissent les frontières doivent être fabriqués en Afrique, et non pas importés. Le but est d'augmenter le commerce intra-africain, qui représente environ 16 % de tous les échanges commerciaux.

Le continent a un produit national brut combiné de 3 billions de dollars. Les experts déclarent que l'accord commercial pourrait accroître le commerce intra-africain de plus de 50 %, et l'accord inclut un mécanisme de résolution des disputes pour traiter les disputes commerciales.

Beaucoup de pays africains comptent sur la participation du Nigeria pour renforcer l'accord. Le Nigeria possède la plus grande économie du continent.

Les autorités nigérianes ont créé un comité national d'action formé de responsables des douanes, de la sécurité et de la santé pour superviser les accords commerciaux entre le pays et les autres membres, et pour conseiller le gouvernement en conséquence.



CENTRE AFRICAIN POUR LES ÉTUDES STRATÉGIQUES

Le général qui est devenu PACIFICATEUR

PERSONNEL D'ADF

C'est un peu avant minuit à la fin d'une longue journée d'élection en l'an 2000 et Lamine Cissé, ministre de l'Intérieur du Sénégal, a la tâche peu enviable de dire au président qu'il a perdu.

Dans une conversation téléphonique historique, M. Cissé, général quatre étoiles à la retraite, trouve les mots justes pour informer le président Abdou Diouf que le peuple a décidé et qu'il est temps d'accepter sa décision.

« Monsieur le président, la situation est difficile pour vous et votre parti. Les tendances contre vous sont maintenant irréversibles », dit Lamine Cissé, selon ses mémoires. « Si vous félicitez votre adversaire, comme vous l'avez promis à votre directeur de campagne, vous serez le vainqueur moral de ces élections. »

Abdou Diouf accepte les résultats et quitte le pouvoir pacifiquement dans ce qui est la première transition démocratique au Sénégal. Plus tard, Abdoulaye Wade, le président nouvellement élu, déclare que M. Diouf mérite le prix Nobel de la paix pour ses actes.

Ces élections marquent le début d'une deuxième carrière pour le général Cissé.

Lamine Cissé est né en 1939 à Sokone (Sénégal). Son éducation inclut les diplômes suivants : école spéciale militaire de Saint-Cyr (France) ; université de la défense nationale de Washington, DC ; centre des hautes études en défense nationale de Paris ; et école de commandement d'état-major de l'Armée de terre des États-Unis à Fort Leavenworth (Kansas).

Après les élections de 2000, Kofi Annan, secrétaire général des Nations unies à l'époque, le nomme représentant spécial en République centrafricaine, pays ravagé

par les conflits. Il occupe ce poste jusqu'en 2007. Il est aussi le chef du bureau de l'ONU en Afrique centrale.

À l'époque, le général Cissé déclare au service d'actualités IRIN que le « salut » de la République centrafricaine dépend de la réunion des forces opposées autour de la table des négociations.

« Les fils et les filles du pays doivent se parler mutuellement à la table, déclare-t-il. Le dialogue est le seul moyen de s'en sortir pour ce pays. »

En 2007, Ban Ki-moon, secrétaire général des Nations unies à l'époque, nomme le général Cissé représentant spécial de l'ONU en Afrique de l'Ouest, où il préside aux disputes relatives à la frontière entre le Cameroun et le Nigeria dans la péninsule de Bakassi.

En 2010, il est nommé chef de l'équipe internationale d'évaluation de la sécurité en République de Guinée, où il est aussi le coordinateur de l'ONU pour la réforme du secteur de la sécurité jusqu'en 2015. En Guinée, il travaille avec une équipe d'experts pour évaluer le secteur de la sécurité afin de préparer une restructuration des

forces armées.

Il est le premier Sénégalais intronisé au temple de la renommée de l'école de commandement et d'état-major général de l'Armée de terre des États-Unis, et le premier Africain intronisé au temple de la renommée de l'université de la défense nationale.

Le Sénégal et d'autres pays ont rendu hommage au général Cissé pour ses efforts. Son pays natal lui a décerné la grande croix de l'Ordre national du lion et la grande croix de l'Ordre du mérite. La France lui a décerné les titres d'officier de la Légion d'honneur et grand officier de l'Ordre du mérite.

Le général Cissé était aussi un ami de longue date du Centre africain pour les études stratégiques (ACSS) à Washington, DC. Sur une période de 20 ans, il a participé à plus de deux douzaines d'événements du centre en tant qu'organisateur, animateur et intervenant invité. Il était aussi président du chapitre sénégalais des chapitres de la communauté de l'ACSS.

Il est décédé à Dakar (Sénégal) en 2019 à l'âge de 80 ans.

En février 2021, PartnersGlobal, Partners West Africa Nigeria et Partners West Africa Senegal ont décidé d'accorder des bourses de recherche à deux chercheuses et professionnelles africaines travaillant dans les secteurs de la société civile et de la sécurité. Ces bourses financeront « une recherche innovante axée sur la prévention et la résolution pacifique des conflits en Afrique », spécifiquement pour les femmes.

Elles s'appellent bourses de recherche Général Lamine Cissé sur les femmes, la paix et la sécurité.



INDICES

- 1 Ce parc a une superficie de 249.313 hectares et s'étend sur deux pays.
- 2 Il possède des remparts en grès, des arches, des caves, des falaises, des contreforts et des mares de zones rocheuses.
- 3 Les espèces menacées du vautour du Cap et du vautour barbu y vivent, ainsi qu'un méné qu'on ne retrouve nulle part ailleurs.
- 4 Les San, qui vivaient ici pendant 4.000 ans, ont laissé la collection la plus grande et la plus concentrée d'art pariétal au Sud du Sahara.

PARTAGEZ VOTRE EXPERTISE

Vous désirez être publié ?

Africa Defense Forum (ADF) est un magazine militaire professionnel qui sert de cadre international d'échanges aux spécialistes militaires et de la sécurité en Afrique.

Le magazine est publié tous les trimestres par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et traite des rubriques suivantes : stratégies de lutte contre le terrorisme, opérations de défense et de sécurité, criminalité transnationale, ainsi que les problèmes affectant la paix, la stabilité, la bonne gouvernance et la prospérité.

Ce cadre d'échanges permet une discussion et des échanges d'idées en profondeur. Nous voulons entendre le point de vue de personnes qui se trouvent dans nos pays partenaires africains et qui comprennent les intérêts et les défis du continent. Soumettez un article pour publication à *ADF* et faites entendre votre voix.

DIRECTIVES À L'ATTENTION DE L'AUTEUR CONCERNANT UNE SOUMISSION À ADF

EXIGENCES RÉDACTIONNELLES

- La préférence est donnée aux articles d'une longueur approximative de 1.500 mots.
- Les articles peuvent être remaniés pour des questions de style et d'espace. Mais *ADF* collaborera avec l'auteur sur les changements finaux.
- Incluez une courte biographie de vous-même avec vos coordonnées.
- Si possible, incluez une photographie haute résolution de vous-même ainsi que des images liées à votre article avec une légende et une mention de l'auteur de la photo.

DROITS D'AUTEUR Les auteurs conservent les droits à leur texte original. Cependant, nous nous réservons le droit de revoir et corriger les articles pour qu'ils soient conformes au style de l'Associated Press et s'intègrent dans l'espace disponible. Le fait de soumettre un article ne garantit pas sa publication. Votre contribution à *ADF* signifie votre acceptation de ces modalités.

SOUMISSIONS

Envoyez vos idées de sujet d'article, vos contenus et vos questions à la Rédaction d'*ADF* à l'adresse électronique : ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com. Ou par courrier à l'une des adresses suivantes :

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Unit 29951
APO AE 09751 USA

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Kelley Kaserne
Geb 3315, Zimmer 53
Plieninger Strasse 289
70567 Stuttgart Germany



LES INFOS ENVOYÉES DIRECTEMENT !

Si vous souhaitez rester branché sur les réseaux sociaux, suivez @ADFmagazine sur Facebook, Twitter et Instagram. Nous envoyons aussi des informations fiables sur la sécurité, directement vers vous grâce à notre liste d'adresses électroniques et sur WhatsApp. Veuillez visiter ADF-Magazine.com/Contact et dites-nous quelle est votre langue de choix (anglais, français, arabe ou portugais). Nous vous tiendrons informés sur les dernières tendances et les plus récents sujets de sécurité en Afrique.

